

**POUR TOI
POUR DEMAIN
MAINTENANT!**



**NOTRE PROGRAMME
POUR L'EUROPE**

déi
gréng

Programme des élections européennes 2024

Préambule	2
A. Une économie européenne forte au service de tous	4
1. Assurer la prospérité de manière durable	4
2. Une Europe des droits sociaux	9
3. Une numérisation qui prenne en compte le facteur humain	12
4. Une protection sans faille des consommatrices et consommateurs	14
B. Une protection moderne du climat et de l'environnement	16
1. Une neutralité climatique sociale et citoyenne	17
2. Une mobilité abordable et durable.....	21
3. Protection de la nature et des ressources	25
4. Une Union de la santé pour faire face aux crises	28
5. Une alimentation saine à des prix raisonnables.....	31
6. Protéger les animaux de manière adéquate.....	34
C. Une Europe des droits humains démocratique et inclusive	36
1. La défense des droits fondamentaux et de l'État de droit	36
2. Une société européenne inclusive.....	38
3. Rapprocher l'Europe par l'éducation et la culture.....	41
4. Des réformes institutionnelles pour une meilleure Union	43
D. Une Union pour la paix, la sécurité et la justice mondiale	47
1. Un commerce international équitable et durable.....	47
2. Une politique humaine d'asile et d'immigration	49
3. L'Europe et ses responsabilités dans le monde.....	52
4. Ensemble pour plus de sécurité	54

Préambule

Chères électrices, chers électeurs, le 9 juin 2024, vous aurez un choix à faire: par votre vote, vous pourriez décider de l'orientation de la politique européenne pour les cinq années à venir.

La législature 2019-2024 a sans doute été l'une des plus turbulentes depuis la création de notre communauté européenne. De nombreux acquis de notre projet commun de paix et de prospérité ont été remis en question par de multiples crises qui se sont rapidement succédé.

Pour la première fois, un État membre a quitté le projet européen. Le départ effectif de la Grande-Bretagne a mis en évidence le fait que l'appartenance à l'Union n'est pas une décision unique ou irréversible, mais un choix continu et conscient: nous pouvons continuellement choisir de faire partie de ce projet extraordinaire. À une époque où les défis ne connaissent pas de frontières, une Europe forte offre à notre petit pays non seulement de la prospérité, mais aussi la sécurité et la stabilité. C'est pourquoi nous défendons une Europe forte et unie de la liberté, de l'État de droit, de la démocratie participative et de la durabilité.

Mais notre Union n'est pas encore à l'épreuve des crises. La pandémie mondiale du COVID-19 nous a frappés de plein fouet et a profondément bouleversé la société européenne. Des contrôles aux frontières, voire des fermetures de frontières, même au sein de l'espace Schengen, ont nié le principe du marché commun et le droit fondamental de tous les européens à se déplacer librement au sein de l'Union. Des systèmes de santé déjà surchargés ont courageusement lutté contre une menace invisible. Des chaînes d'approvisionnement ont été interrompues, l'économie ralentie et la cohésion sociale mise à l'épreuve. Après les premiers bouleversements, l'Europe a réussi à trouver des solutions ensemble et à retrouver une base de solidarité: sans la stratégie européenne de vaccination et les plans européens de relance, le Luxembourg aurait beaucoup moins bien surmonté la pandémie. Et pourtant, celle-ci a laissé derrière elle des conséquences économiques, sociales et politiques de longue durée. Nous devons tirer les bonnes leçons de cette période afin d'être mieux préparés à l'avenir, en tant qu'Union.

Alors que la population européenne reprenait à peine son souffle au début de l'année 2022, le prochain choc survint. Pour la première fois depuis plus de 20 ans, une guerre ouverte à grande échelle a éclaté sur notre continent. L'attaque russe de l'Ukraine à notre frontière extérieure nous a ébranlés en tant qu'Union et États membres et a remis les enjeux géopolitiques au sein de la politique européenne. Notre dépendance vis-à-vis des énergies fossiles et d'États producteurs autocratiques devint indéniable. Sur notre continent comme tout autre, la paix et la sécurité ne vont pas de soi et doivent être défendues avec vigilance et détermination.

Il est rapidement devenu évident que la guerre d'agression russe aurait des conséquences profondes sur l'économie européenne. Le remplacement des importations de gaz et de pétrole russes, qui

aurait dû avoir lieu depuis longtemps, a entraîné une spirale ascendante des prix de l'énergie, ce qui a à son tour déclenché une tendance inflationniste prolongée sur l'ensemble du marché européen. Le pouvoir d'achat des foyers diminue globalement et la pauvreté augmente en de nombreux endroits. En même temps, les multinationales et les multimilliardaires profitent du tumulte économique. L'écart toujours plus grand entre les ultra-riches et les pauvres menace la cohésion sociale et favorise les tendances populistes de droite dans toute l'Europe. La justice sociale doit devenir une des questions centrales de l'Europe. Seule une meilleure répartition de la richesse peut préserver la sécurité et le progrès social à long terme.

La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine sont des crises aiguës et inédites auxquelles nous devons faire face en tant qu'Union. Même si ces nouveaux défis les ont quelque peu relégués au second plan, la crise climatique et la perte de la biodiversité n'ont fait que s'accroître pendant cette période. Si nous voulons garantir à long terme notre survie et une bonne qualité de vie sur ce continent, nous devons donc continuer à travailler à une Europe plus durable.

Dans le contexte de la crise énergétique provoquée par la Russie, la nécessité de développer des énergies durables et renouvelables a été largement reconnue politiquement comme étant également une question d'autonomie et de sécurité pour notre continent: plus durables, plus sûres, moins chères. Cette crise a mis en évidence, à travers l'exemple de l'énergie, que les mesures climatiques et environnementales peuvent créer des situations gagnant-gagnant, et qu'elles-mêmes doivent le faire pour être réellement acceptées par la société.

Nous restons fidèles à nous-mêmes et continuons à nous engager pour la protection du climat et un environnement sain et résilient. Mais un Green Deal européen, avec des objectifs ambitieux pour préserver nos ressources naturelles, doit passer à la phase suivante: un Green Deal social qui assure durablement la prospérité européenne pour tous et toutes. En ce sens, nous devons investir stratégiquement dans la modernisation climatiquement neutre de l'économie européenne, afin de garantir la compétitivité de nos entreprises et de poser les bases pour de bons emplois, des salaires équitables et une société européenne épanouie.

Dans ce programme électoral, nous vous présentons des mesures concrètes pour une Europe durable, sociale et économiquement forte. Pour un avenir en Europe et au Luxembourg digne d'être vécu.

A. Une économie européenne forte au service de tous

L'Union européenne est la troisième économie mondiale après la Chine et les États-Unis. Malgré le développement rapide de pays émergents comme la Chine et l'Inde, l'Europe conserve donc une position internationale importante. Cela n'aurait pas été possible sans la construction du marché intérieur européen et la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux – un marché intérieur dont profite énormément un petit pays comme le Luxembourg. Il s'agit donc de défendre et approfondir cet acquis.

Mais la force du marché intérieur offre aussi une chance de créer une économie européenne forte, sociale et durable. Un marché intérieur qui garantit de bons emplois avec de bons salaires et qui prévient la pauvreté. Une union économique qui est championne en matière de protection du climat et de l'environnement et qui contribue à établir des standards internationaux dans ces domaines. Une Europe qui encourage l'innovation et qui est à la pointe des nouvelles technologies. En d'autres termes, une économie européenne au service de tou.te.s les citoyen.ne.s.

1. Assurer la prospérité de manière durable

Pour assurer la prospérité de l'Europe à long terme et de manière durable, nous avons besoin d'une politique économique européenne axée sur les petites et moyennes entreprises et sur les principes de l'économie circulaire. Nous nous engageons pour une réindustrialisation durable, des règles fiscales équitables et un secteur financier responsable. En investissant dans la modernisation climatiquement neutre de l'économie européenne, nous assurons l'autonomie de notre continent, la compétitivité de nos entreprises et des emplois qualitatifs avec des salaires équitables.

Investissements pour l'avenir

La transformation de l'économie européenne vers la neutralité climatique, l'indépendance et la résilience nécessite des investissements publics et privés massifs. Nous voulons donc mettre en œuvre, au cours des prochaines années, un vaste programme d'investissements dans les énergies renouvelables et les réseaux énergétiques, la mobilité durable, l'industrie verte, la réduction des déchets et la numérisation. Il s'agit pour les acteurs économiques de définir le cadre adéquat pour les investissements futurs. Nous assurerons ainsi la prospérité, nous protégerons notre planète et nous nous rendrons moins dépendants des régimes autoritaires en tant qu'Union européenne.

La directive RSE et la taxonomie sont en train de mettre en place le cadre nécessaire pour permettre une stratégie d'investissement verte à grande échelle vers la décarbonisation. Nous devons maintenant développer et promouvoir des produits financiers tels que les prêts verts pour les entreprises et les particuliers, qui sont essentiels pour orienter les investissements vers la décarbonisation.

La transformation nécessaire de l'économie permet à la politique de jouer un rôle d'orientation et de guidage. L'économie attend des occasions d'investir dans cette transformation. Les investissements qui sont écologiquement durables ou qui servent à la protection de l'environnement doivent obtenir un statut particulier dans les règles budgétaires des États membres et permettre une exception au pacte de stabilité et de croissance (PSC). La Banque européenne d'investissement (BEI) ne finance qu'une petite partie des 1.500 milliards d'euros annuels nécessaires pour décarboniser l'économie européenne d'ici 2050. Pourtant, c'est justement cet important investisseur d'ancrage qui doit enfin être orienté vers un financement rapide et immédiatement fiable. La Banque centrale européenne (BCE), quant à elle, en plus de garantir la stabilité des prix et de jouer un rôle de soutien dans la prise de décision en matière de politique monétaire, doit privilégier les obligations vertes lorsqu'elle achète des obligations d'État.

Afin d'encourager également les investissements privés, nous nous engageons en faveur d'un cadre juridique européen moderne en matière d'aides d'État, qui permette aux États membres de soutenir les entreprises de manière ciblée et efficace, à l'aide de subventions, dans leur passage à la neutralité climatique, à la protection de l'environnement et de la nature, à l'économie circulaire et à la numérisation. Il s'agit de garantir aux entreprises une sécurité de planification et de promouvoir les technologies d'avenir de manière ciblée, rapide et sans trop de bureaucratie.

Ces dernières années, l'UE a développé de nouvelles sources de financement propres et a contracté des dettes communes pour faire face à des dépenses et des investissements importants. Compte tenu des défis auxquels nous sommes confrontés à l'échelle européenne, nous continuerons à renforcer les ressources propres de l'UE à l'avenir.

La création d'un « Fonds de transition verte » a pour but de financer des projets d'infrastructure verts tels que le développement des transports publics, des réseaux énergétiques et des énergies renouvelables. En outre, ce fonds doit soutenir la réindustrialisation verte de l'Europe à hauteur de 1% du PIB annuel de l'UE, ce qui correspondrait en 2022 à une somme d'environ 160 milliards d'euros.

Réindustrialisation durable de l'Europe

Nous aspirons à une réindustrialisation durable de l'Europe. En développant une industrie respectueuse du climat, nous apportons non seulement une contribution importante à la lutte contre le réchauffement climatique, mais c'est aussi une énorme opportunité pour des emplois bien rémunérés et de la prospérité à travers toute l'Europe.

D'autres espaces économiques importants, comme les États-Unis avec l'Inflation Reduction Act, disposent déjà d'un cadre attractif pour l'implantation de sites de production de technologies d'avenir. L'Europe doit faire face à cette concurrence. C'est pourquoi nous voulons simplifier le cadre de soutien actuellement trop complexe et faire ainsi en sorte que l'innovation industrielle et technologique soit imaginée et produite en Europe. En ce sens, nous créerons et développerons des programmes de soutien et d'incitation à l'échelle européenne pour les technologies d'avenir, notamment dans les domaines de la production de microprocesseurs, des énergies renouvelables, de la production d'hydrogène et de la mobilité durable.

Dans le cadre du Fonds de transition verte, nous mobiliserons des fonds pour soutenir les régions et les États membres particulièrement touchés par la désindustrialisation des dernières décennies.

Seule une industrie européenne prospère nous permettra de réduire la forte dépendance vis-à-vis de pays tiers et de garantir ainsi l'autonomie stratégique de l'Europe. Avec une stratégie européenne pour la relocalisation des secteurs de production importants et de diversification des chaînes d'approvisionnement de produits essentiels, nous voulons rendre l'Europe non seulement plus durable, mais aussi plus forte et plus résistante. L'énergie ou encore les médicaments font partie de ces secteurs de production essentiels.

Promouvoir l'économie circulaire

Notre modèle économique linéaire actuel n'est pas viable. Il n'est pas efficace, met en danger l'environnement et les droits humains et nous coûtera cher à moyen et long terme. Il nous rend également dépendants d'importations et de chaînes d'approvisionnement susceptibles aux crises. Nous allons donc accélérer massivement la transition vers une économie circulaire, dans laquelle les ressources ne sont pas considérées comme des déchets après une utilisation, mais réutilisées.

Nous voulons construire une économie entièrement renouvelable, circulaire et non polluante d'ici 2040, avec des objectifs intermédiaires clairs et contraignants pour réduire l'utilisation et la consommation des ressources d'ici 2030.

Notre vision est celle d'une économie entièrement circulaire, dans laquelle nous réutilisons, upcyclons, partageons et recyclons nos produits afin de maintenir les matériaux en circuit fermé. Cette approche protège les ressources et le climat et permet aux consommatrices et consommateurs d'économiser de l'argent, car les produits durent plus longtemps. Nous voulons développer les offres de formation pour un comportement de consommation responsable et durable.

En tant que Verts, nous nous engagerons pour une mise en œuvre rapide des exigences de durabilité obligatoires pour les produits, ainsi que pour des mesures à l'échelle de l'Union afin de garantir leur respect par l'industrie.

Nous continuerons de lutter contre l'obsolescence programmée, qui nuit à la fois à notre planète et à notre porte-monnaie. Dans ce sens, nous étendrons la garantie légale minimale de nombreux produits. Nous veillerons à ce que le droit à la réparation soit effectif et abordable. Avec un label de réparation à l'échelle de l'Union, nous assurons une meilleure transparence pour les consommatrices et consommateurs. Nous soutenons également la création d'un marché unique des biens d'occasion et de la remise à neuf.

Dans le passé, une grande partie des fonds européens pour l'économie circulaire a été consacrée à la gestion des déchets plutôt qu'à leur prévention. Nous allons plutôt utiliser les fonds de l'Union de manière ciblée pour promouvoir la conception circulaire des produits et ainsi éviter les déchets.

Des règles fiscales équitables

L'Europe a besoin d'un système fiscal qui récompense la durabilité, prévient la pauvreté et assure la justice sociale tout en garantissant le financement des services publics et des investissements essentiels. Il s'agit en outre de garantir une répartition équitable de la charge fiscale.

Cela signifie que les personnes disposant de très grandes fortunes ainsi que les entreprises multinationales doivent également apporter leur juste contribution. C'est pourquoi nous comblerons les lacunes fiscales et imposerons une mise en œuvre cohérente et une amélioration de l'imposition minimum des entreprises multinationales. Nous nous engageons en outre pour un impôt sur la fortune à l'échelle de l'Union pour les très grandes fortunes, avec des abattements correspondants. Les recettes supplémentaires ainsi dégagées seront utilisées pour investir dans la lutte contre la pauvreté, le développement des infrastructures et la protection du climat.

Afin de renforcer la transparence fiscale, nous évaluerons et améliorerons la directive sur le reporting fiscal public pays par pays des grandes entreprises multinationales.

Pour faire avancer la protection du climat, nous étendrons et améliorerons le système d'échange de quotas d'émissions. Pour une plus grande efficacité des ressources, nous encouragerons les États membres à mettre en œuvre plus efficacement la taxe sur le plastique, dans le but de réduire davantage les déchets plastiques.

Finance et banque durables

Pour lutter contre le greenwashing dans le secteur financier, il faut une réglementation adéquate et des critères clairs à l'échelle européenne. L'introduction de la taxonomie pour les activités durables constitue en principe un pas important. Nous évaluerons les activités marquées comme durables dans la taxonomie et continuerons d'exiger l'exclusion du gaz et de l'énergie nucléaire dans la catégorie des activités durables.

Nous réduirons l'attractivité des services financiers dans le domaine des énergies fossiles. Pour lutter contre le greenwashing, nous renforcerons les autorités européennes de surveillance financière et introduirons un label européen pour les investissements durables.

Nous obligerons les acteurs financiers de divulguer de manière transparente le contenu de leurs produits, et d'élaborer et à mettre en œuvre des plans de transition climatique.

Nous nous engageons pour l'achèvement de l'Union des banques et des marchés des capitaux, y compris pour un système commun de garantie des dépôts. Nous nous opposons ainsi à la communautarisation des risques en cas de crise financière. Il est hors de question, que les contribuables européens doivent payer pour les paris risqués de grands établissements financiers, comme cela fut le cas en 2009.

Nous allons réglementer les crypto-monnaies et donnerons à la nouvelle Autorité européenne de lutte contre le blanchiment d'argent (AMLA) les moyens nécessaires pour mieux éclairer les échanges de crypto-monnaies et lutter de manière cohérente contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En même temps, la stratégie de régulation doit être suffisamment flexible et ouverte pour encourager les innovations susceptibles de moderniser et de démocratiser le système financier.

Nous soutenons l'introduction d'un euro numérique dans l'esprit de la numérisation et nous conserverons en même temps le droit à payer en argent liquide.

Petites et moyennes entreprises (PME) et start-ups

Les petites et moyennes entreprises sont l'épine dorsale de l'économie européenne. C'est pourquoi nous allons les renforcer, les accompagner et les soutenir dans leur transition vers une économie durable, sociale et axée vers l'intérêt général.

En outre, nous faciliterons l'accès des PME aux programmes de financement et d'investissement de l'Union en simplifiant les procédures de demande et en examinant dans quelle mesure il est possible de réformer ou de supprimer les réglementations bureaucratiques qui ne sont plus adaptées à notre époque et qui représentent souvent une lourde charge, en particulier pour les PME.

Le marché intérieur commun est l'un des principaux acquis de l'Union. Ce sont surtout les petites et moyennes entreprises qui en profitent lorsqu'une concurrence loyale règne sur ce marché. C'est pourquoi nous nous engagerons aussi à l'avenir contre toute concurrence déloyale et continuerons à améliorer le droit de la concurrence de l'Union en conséquence.

Afin d'encourager l'innovation sur notre continent, nous voulons mettre en place une stratégie européenne en faveur des start-ups, dans le but de créer un cadre attractif pour les créatrices et créateurs d'entreprise dans toute l'Union, par exemple avec des exigences minimales obligatoires que chaque pays doit remplir. En outre, nous voulons veiller à une meilleure mise en réseau des créatrices et créateurs d'entreprise et des investisseurs potentiels dans toute l'UE. Car l'innovation et l'entrepreneuriat ne doivent pas s'arrêter aux frontières intra-européennes.

2. Une Europe des droits sociaux

Notre pacte vert et social place les personnes et leur bien-être au cœur de la transformation écologique et de l'économie européenne. Nous voulons protéger et étendre les droits sociaux en Europe. Une Europe des droits sociaux doit renforcer et protéger les employé.e.s et être inclusive pour tous.

Aborder la lutte contre la pauvreté de manière globale

Chacun.e a droit à un revenu décent. Dans ce contexte, il convient de lutter davantage contre le risque de pauvreté plus élevé des personnes qui, en raison de leur âge, de leur orientation sexuelle et/ou identité de genre, de leur sexe, de leur origine ou d'un handicap, sont confrontées quotidiennement à des discriminations multiples.

Un filet de sécurité sociale solide devrait protéger toutes les personnes en transition d'emploi et celles qui ne peuvent pas travailler. Nous demandons une directive-cadre de l'Union sur le revenu minimum afin d'établir dans chaque pays de l'Union un soutien adéquat (60% du salaire médian) pour les personnes en transition d'emploi ou qui ne peuvent pas travailler.

Le programme temporaire SURE (2020-2022) de l'UE, qui visait à réduire les risques de chômage dans une situation d'urgence, sera établi comme un programme permanent pour garantir les moyens de subsistance des travailleurs en transition d'un emploi à l'autre. Nous continuerons à promouvoir une stratégie intégrée de lutte contre la pauvreté dans l'Union afin de mettre fin au sans-abrisme et de réduire de moitié la pauvreté des enfants d'ici 2030.

Des chances égales dès le départ

Étant donné que le départ dans la vie est décisif, nous allons mettre en œuvre des moyens adéquats pour la sécurité sociale européenne pour les enfants, qui donne aux parents le temps de s'occuper de leurs enfants et les ressources financières nécessaires. Parallèlement, nous souhaitons soutenir la participation des parents au marché du travail. Tous les enfants ont le droit de participer à des activités ludiques, récréatives, sportives et culturelles.

Tous les enfants de l'Union devraient avoir un accès garanti à des soins et à une éducation de qualité, indépendamment de leur nationalité ou de la situation socio-économique de leurs parents. Nous souhaitons collaborer avec les États membres afin d'investir enfin dans les infrastructures d'éducation et d'accueil. L'actuelle stratégie pour la jeunesse expire en 2027. Une nouvelle stratégie, centrée sur les besoins et le potentiel des jeunes européens, doit être élaborée et mise en œuvre dans les années à venir en étroite collaboration avec les associations européennes de jeunesse.

Des emplois de qualité pour tou.te.s

Chacun et chacune doit pouvoir vivre de son salaire. Mais ce n'est pas toujours le cas, surtout après des années d'inflation. C'est pourquoi nous nous battons pour mettre fin à la pauvreté laborieuse en Europe. Au cours du dernier mandat, nous avons obtenu un cadre européen pour un salaire minimum, qui fixe des salaires minimums à un niveau approprié et les adapte au coût de la vie. Nous avons également fait adopter des mesures de transparence des salaires qui contribueront à mettre fin aux écarts de salaires considérables au sein des entreprises et des institutions. Nous serons particulièrement attentifs à la mise en œuvre complète de ces mesures.

Les emplois dans les secteurs clés de l'avenir doivent être des emplois bien rémunérés et attrayants. Nous soutenons le rôle des syndicats afin de garantir que les travailleur.euse.s aient leur mot à dire

et reçoivent une part équitable des bénéfices. Nos propositions fiscales augmenteront le salaire net des ménages à revenus faibles et moyens. Dans le même temps, pour une plus grande justice fiscale, la charge fiscale sera répartie de manière à viser les pollueurs et les ultra-riches.

Nous nous engageons pour le principe de salaire égal pour travail égal, ainsi qu'en faveur de l'égalité des chances pour tou.te.s sur le lieu de travail. Il est par exemple grand temps d'éliminer l'écart de rémunération qui perdure entre les hommes et les femmes dans l'Union par des mesures contraignantes. L'accès universel à la garde d'enfants ainsi que la révision de la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et de la directive sur la maternité sont d'autres chantiers auxquels nous allons nous consacrer.

Renforcer les droits des travailleuses et travailleurs

Notre pacte vert et social protège les travailleuses et travailleurs et leurs droits. Nous voulons construire une Union dans laquelle les gens sont traités de manière adéquate et payés justement pour leur travail. Rien ne devrait être décidé concernant les travailleur.euse.s, sans les travailleur.euse.s.

Nous défendons le droit des syndicats de contribuer à l'organisation du monde du travail, à négocier collectivement et à faire grève. Les travailleuses et travailleurs touchés par la double transformation verte et numérique devraient bénéficier de droits garantis à l'information, à la participation par la négociation collective et le dialogue social, ainsi qu'à la formation. La formation de syndicats pour les formes de travail nouvelles devrait être soutenue afin de garantir les droits de tou.te.s les travailleuses et travailleurs. Ces droits et normes devront être protégés par une loi européenne pour une transition juste.

Nous plaillons pour une directive sur l'apprentissage tout au long de la vie qui garantisse le droit à un congé-éducation payé.

De nouveaux droits dans le monde du travail de demain

Le travail doit se faire dans des conditions décentes et dans des environnements sûrs. Cela vaut également pour les stagiaires et les apprenti.e.s. Nous mettrons fin à la pratique des stages non rémunérés dans toute l'Union afin de garantir aux jeunes un salaire décent et des conditions de travail sûres. Le travail mobile et le détachement de travailleuses et travailleurs devraient être réglementés de manière plus adéquate au niveau européen. Nous voulons des systèmes qui renforcent la protection des stagiaires et des apprenti.e.s contre leur exploitation.

Les mesures de sécurité et de santé au travail doivent être adaptées à la réalité de la crise climatique et être appliquées, comme par exemple les règles de protection contre les vagues de chaleur sur le

lieu de travail. Le surmenage est source de stress et de maladie. Nous introduirons des mesures visant à réduire le temps de travail et à améliorer l'équilibre entre le travail et la vie, y compris un droit européen à la déconnexion, un droit au travail à distance et une plus grande flexibilité des horaires de travail. Nous soutenons les efforts visant à introduire des modèles alternatifs de temps de travail, comme les modèles de temps partiel ou la semaine de quatre jours, dans les secteurs dans lesquels cela est possible et utile .

Nous nous engageons pour une législation européenne qui reconnaît les travailleur.euse.s de plateformes en tant que véritables employé.e.s et qui leur accorde tous les droits en matière de salaire minimum, de négociation collective et de protection de l'emploi auxquels elles et ils ont droit en vertu de la loi. Nous ne permettrons pas que les travailleur.euse.s soient surveillé.e.s ou évalué.e.s par des outils de surveillance basés sur l'intelligence artificielle.

3. Une numérisation qui prenne en compte le facteur humain

Les technologies numériques occupent une place de plus en plus importante dans notre vie. La numérisation offre des solutions innovantes à des défis cruciaux de notre époque et promet de nombreux progrès dans des domaines tels que la mobilité et la sécurité routière, l'éducation, la santé et l'énergie. Elle recèle un potentiel énorme en ce qui concerne le développement économique et la simplification des processus administratifs, tant pour les autorités que pour les entreprises et les citoyen.ne.s. Cependant, la numérisation présente également un certain nombre de risques et de dangers, qui ne peuvent être efficacement adressés qu'au niveau européen.

Les valeurs européennes s'appliquent également en ligne

Coincée entre les modèles de numérisation du capitalisme de surveillance américain et le contrôle étatique comme en Chine, l'Europe a besoin d'une numérisation décentralisée basée sur les droits afin de profiter de ses avantages sans mettre en danger nos droits fondamentaux et nos démocraties.

Nous voulons garantir, renforcer et étendre la souveraineté numérique de l'Europe. Nous mettrons en place un espace européen des données qui ouvrira les données anonymisées à des fins non commerciales et d'intérêt général, y compris la lutte contre la crise climatique.

La récente législation de l'UE sur les services numériques garantira un choix et une transparence accrus sur Internet et nous permettra de lutter contre les violations des droits et des libertés en ligne. Les grandes entreprises numériques qui souhaitent être présentes sur le marché intérieur devront se plier à ces règles. Nous introduirons également une loi sur l'équité numérique afin de protéger les utilisatrices et utilisateurs contre les pratiques publicitaires en ligne intrusives.

Encadrer l'intelligence artificielle (IA)

Les progrès dans le développement de l'intelligence artificielle représentent une énorme opportunité pour l'Europe.

pour de nombreux domaines de la vie. Elle peut servir l'être humain, simplifier notre vie et accroître notre prospérité. Elle peut également modifier et simplifier les processus dans la vie quotidienne, la science, l'administration et l'économie. Les procédés modernes basés sur l'IA peuvent par exemple accélérer les processus de recherche ou aider à réduire l'utilisation de pesticides.

L'intelligence artificielle, sans doute la plus grande révolution technologique depuis l'invention d'Internet, doit toutefois être encadrée juridiquement avec clairvoyance. Elle pose déjà des défis inédits à notre société : les exemples vont ici du personnel enseignant qui met en garde contre l'utilisation répandue de l'intelligence artificielle au lieu de l'intelligence propre des élèves, aux constatations de préjugés et de points de vue déformés d'utilisatrices et utilisateurs qui adoptent et reproduisent les outils d'IA.

Les nouvelles technologies doivent toujours être utilisées conformément à nos valeurs communes, c'est-à-dire qu'elles doivent garantir la transparence et le respect des droits fondamentaux. Avec la loi sur l'IA, l'Europe fait un grand pas dans cette direction. Nous veillerons à ce que cette loi soit appliquée avec vigilance et nous nous efforcerons de mettre en place un cadre mondial sur l'IA.

Concevoir la numérisation de manière écologique

Le monde numérique a, lui aussi, une empreinte et celle-ci croît de manière incontrôlée depuis des années. Une infrastructure robuste et respectueuse de l'environnement — des réseaux haut débit aux centres de données — constitue la base d'une numérisation durable.

Outre la réutilisation et le recyclage des appareils numériques, nous réduirons la consommation d'énergie liée au traitement des données et aux crypto-monnaies par le biais d'un règlement afin de réduire massivement l'impact matériel d'Internet.

En proposant des solutions durables et économes en données et en encourageant les solutions open source, nous souhaitons mettre en avant les entreprises européennes et établir des normes écologiques dans le secteur des technologies de l'information (TI). Un Digital Sustainability Act devrait établir ces normes de durabilité pour le secteur informatique.

Sécurité en ligne

Nous saluons la loi sur les services numériques votée par le Parlement européen en 2022, qui vise à lutter contre les discours de haine et la diffusion de fausses informations préjudiciables. Cependant, nous doutons de la force exécutoire de la DSA, car elle n'impose pas aux grands médias

sociaux d'engager des modératrices et modérateurs ayant des compétences linguistiques dans toutes les langues courantes de l'UE. Afin que les discours de haine et les fausses informations en luxembourgeois et dans d'autres langues qui ne sont pas utilisées par un grand nombre de citoyen.ne.s soient également couverts par la DSA, nous voulons que les grands réseaux sociaux soient obligés d'engager des modératrices et modérateurs ayant les compétences linguistiques requises.

Nous voulons renforcer et étendre le droit à une communication sécurisée et au cryptage. Elle est justement d'une importance décisive pour une couverture médiatique libre ou pour le travail des forces d'opposition dans les pays autoritaires. C'est pourquoi des initiatives telles que le contrôle des chats doivent être rejetées.

4. Une protection sans faille des consommatrices et consommateurs

Une haute protection des consommatrices et consommateurs est l'une des principales réussites de l'Union européenne. Nous nous sommes rapidement habitués au progrès européen en termes de standards de sécurité des produits, de droits d'itinérance dans toute l'Europe et de droits des passagères et passagers. Mais comme l'économie évolue rapidement, les normes élevées de l'Union doivent être mises à jour.

Bon pour le portefeuille et pour l'environnement

Ces dernières années, nous nous sommes battus avec succès pour une meilleure protection des consommatrices et consommateurs au niveau européen. Les mesures dans ce domaine sont gagnant-gagnant lorsqu'elles préservent à la fois le portefeuille des individus et les ressources naturelles communes.

Un câble de recharge unique pour les appareils mobiles facilitera la vie des consommatrices et consommateurs tout en favorisant l'économie circulaire et en réduisant les déchets électriques. Nous visons à étendre cette mesure à tous les appareils électroniques tels que les smartwatches, les e-readers et les écouteurs.

L'écoconception ou ecodesign obligatoire, qui intègre la durabilité, la réparabilité et la compatibilité environnementale, offre aux consommatrices et consommateurs des produits de meilleure qualité et, au final, moins coûteux. Nous nous engageons pour une mise en œuvre rapide de la législation sur l'ecodesign, retravaillée pendant ce dernier mandat, afin d'inclure rapidement les groupes de produits pertinents tels que les jouets, les meubles et les vêtements.

Nous avons lutté avec succès pour un « droit à la réparation » européen, nous allons maintenant veiller à sa mise en œuvre rapide. Le droit à la réparation doit garantir aux consommatrices et consommateurs un accès à long terme aux pièces de rechange et à des instructions de réparation des produits tels que les téléphones portables, les imprimantes ou les aspirateurs.

Garantir les droits des passagères et passagers

La liberté de voyager dans l'Union doit pouvoir être utilisée confortablement et en toute sécurité par tous les citoyens. Les passagères et passagers doivent être protégés dans leurs droits lorsqu'ils voyagent en Europe ou au-delà que ce soit en bus, en train ou en avion. Un système de billetterie unique doit être mis en place afin de rendre notamment les voyages en train plus attractifs et de réduire les coûts et les efforts de planification.

Nous voulons protéger les droits des passagères et passagers de manière renforcée. Conformément aux exigences du Parlement européen, l'indemnisation des retards de train devrait être augmentée dans toute l'Europe à au moins 50% du prix du billet après 60 minutes et à au moins 75% après 90 minutes.

Nous renforcerons également le droit à être indemnisé.e en cas de retard ou de report d'un vol. Les annulations ne doivent pas être à la charge des voyageuses et voyageurs. Nous voulons également que toutes les compagnies aériennes s'assurent contre l'insolvabilité. Afin d'harmoniser les réglementations relatives au transport des bagages, nous nous engageons pour des dimensions uniformes pour les bagages à main et des prix transparents pour tous les bagages.

La protection des consommatrices et consommateurs en ligne

Les consommatrices et consommateurs doivent bénéficier des mêmes droits en ligne et hors ligne. Avec l'augmentation du commerce en ligne, le nombre de fraudes et d'achats potentiellement dangereux auprès de fournisseurs tiers augmente également. Nous demandons une plus grande responsabilité pour les opérateurs et points de vente en ligne, ainsi que des procédures d'autorisation et de contrôle élargies et coordonnées par les autorités douanières et de surveillance du marché nationales.

La résiliation des contrats en ligne devrait être aussi simple que leur conclusion. Cependant, les consommatrices et consommateurs ont souvent des difficultés à résilier les contrats conclus en ligne ou ne sont pas sûres de la réception ou de la validité de leur résiliation. Il en résulte qu'elles ou ils restent involontairement dans des contrats, ce qui peut rapidement coûter très cher. Pour les contrats à long terme qui peuvent être conclus en ligne, nous visons à mettre en œuvre une fonction de résiliation facilement accessible.

Si, malgré la réglementation, il n'existe pas de possibilité de résiliation clairement affichée, les contrats doivent pouvoir être annulés à tout moment par le client ou la cliente, sans devoir respecter un certain délai de préavis. Nous plaidons pour que la directive correspondante sur la protection des consommatrices et consommateurs soit complétée afin de redonner aux client.e.s le contrôle de leurs contrats.

Non au greenwashing et aux doubles standards

Nous veillerons à ce que les consommatrices et consommateurs reçoivent des informations claires et complètes sur l'impact environnemental des produits et services vendus sur le marché intérieur, y compris des informations sur la durée de vie prévue et l'empreinte écologique des produits, ainsi que les possibilités de réparation ou d'élimination des produits.

Nous continuerons à dénoncer et à combattre toute forme de greenwashing et toute autre forme de tromperie, quel que soit le type de produit.

Les promesses de qualité doivent être valables dans toute l'Union. Les produits commercialisés de la même manière dans différents pays européens doivent être de qualité et de composition identiques. Dans le marché intérieur, il ne doit pas y avoir de consommatrices ou de consommateurs de première ou de deuxième classe.

B. Une protection moderne du climat et de l'environnement

L'Union européenne doit réduire ses émissions le plus rapidement possible, conformément aux recommandations scientifiques et à l'accord de Paris. En pratique, cela signifie une révision de la loi européenne sur le climat en vue d'atteindre la neutralité climatique d'ici 2040, afin de freiner la crise climatique autant que possible pour toutes les générations. Au cours des cinq dernières années, l'Europe a élaboré des mesures importantes en matière de protection du climat et de l'environnement grâce au pacte vert européen. Nous saluons les progrès réalisés et nous nous engageons à mettre en œuvre les plans déjà lancés. Nous nous opposerons aux tentatives d'affaiblir ou de faire marche arrière sur des initiatives du Green Deal.

Une protection moderne et équitable du climat et de l'environnement au niveau européen nécessite de la lucidité, de la cohérence et de la sensibilité. L'Union européenne doit à l'avenir se concentrer bien davantage sur la diffusion et l'accessibilité d'alternatives durables. Celles et ceux qui ont accès à des énergies renouvelables bon marché y auront naturellement recours. Celles et ceux qui ont

accès à des trains et des transports publics confortables et abordables seront plus enclins à y recourir.

Protéger le climat et la nature, c'est aussi protéger les êtres humains. Nous ferons en sorte que le droit à un environnement sain soit inscrit dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

1. Une neutralité climatique sociale et citoyenne

La neutralité climatique est nécessaire pour garantir notre base de vie et mène à une meilleure qualité de vie et une plus grande prospérité pour l'Europe. Mais elle est également liée à des changements et à des investissements importants. Tou.te.s ne disposent pas des mêmes moyens pour passer à des alternatives plus durables. C'est pourquoi la neutralité climatique doit toujours être synonyme de plus de justice sociale.

À cet égard, nous sommes fiers de la création du Fonds social européen pour le climat, qui débutera en 2026, même si le financement actuellement prévu est ridiculement bas. Ce fonds pourra être utilisé par les États membres pour soutenir financièrement les ménages et les entreprises dans la transition, par exemple dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la mobilité. Pour que ce fonds commun soit un succès, nous continuons à nous engager résolument pour un budget beaucoup plus important. Le fonds social pour le climat doit être financé en premier lieu par les grands pollueurs et par les recettes de l'échange de quotas d'émission.

Les énergies renouvelables pour un avenir durable

Les secteurs de l'industrie et des transports contribuent largement au réchauffement climatique. La production d'énergie à partir de formes primaires durables, comme le soleil et le vent, est indispensable à l'équilibre climatique des gaz à effet de serre. Outre les défis posés par la crise climatique, la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis des importations d'énergie constitue un véritable risque de sécurité. L'attaque russe de l'Ukraine l'a clairement illustré.

Nous en sommes convaincus depuis longtemps: les énergies renouvelables sont la clé d'une économie durable et florissante. Elles sont moins chères et plus sûres que toute autre source d'énergie et ont permis à l'économie européenne d'économiser 100 milliards d'euros entre 2021 et 2023.

Nous nous efforcerons de mettre en place une communauté des énergies renouvelables. Cette communauté doit relier le continent et permettre à toutes les régions de s'approvisionner en énergie

propre. Grâce à un système énergétique basé à 100% sur les énergies renouvelables et exempt de combustibles fossiles d'ici 2040, nous voulons garantir une planète habitable à long terme, une indépendance géopolitique vis-à-vis de régimes autoritaires et un système énergétique résilient et géré démocratiquement. En outre, nous nous engageons à simplifier les démarches administratives bureaucratiques pour la mise en œuvre du développement de la production d'énergie à partir de sources renouvelables et à soutenir les projets transnationaux.

La transition énergétique garantira également l'abandon complet des combustibles fossiles. Pour cela, il faut une stratégie de transition: fini le charbon d'ici 2030, fini le gaz fossile d'ici 2035 et fini le pétrole d'ici 2040. L'Europe doit prendre des mesures pour supprimer progressivement toutes les subventions aux combustibles fossiles d'ici 2025 au plus tard et toutes les autres subventions néfastes pour l'environnement d'ici 2027 au plus tard. La crise énergétique de 2022 a coûté à l'Europe plus de 1 000 milliards d'euros en subventions énergétiques et en prix excessifs. La planète et nous-mêmes ne pouvons pas nous permettre de tels coups à répétition. Les milliards d'euros de subventions soutenant actuellement les énergies fossiles doivent être consacrés aux énergies renouvelables, à l'efficacité énergétique et aux économies d'énergie. L'engagement pour atteindre ces objectifs en matière de combustibles fossiles a été renforcé par l'accord sur l'abandon des combustibles fossiles conclu lors de la COP 28. Nous veillerons à sa mise en œuvre.

L'approvisionnement en énergie, un droit fondamental

Nous sommes convaincus que chacun et chacune devrait avoir accès, en tant que droit fondamental, à suffisamment d'énergie abordable et renouvelable. En effet, 125 millions de personnes au sein de l'Union européenne ont des difficultés financières pour chauffer leur logement. Les femmes et les personnes âgées sont concernées de manière disproportionnée. Mettre fin à la pauvreté énergétique en Europe doit devenir une priorité essentielle.

C'est pourquoi nous soutenons une garantie énergétique, afin de fournir à tous les ménages une quantité d'énergie renouvelable suffisante à un prix abordable. Les citoyen.ne.s socio-économiquement vulnérables bénéficieront d'une aide ciblée, y compris pour des investissements permettant d'économiser de l'énergie, et aucun ménage ne sera privé d'énergie en raison de son insolvabilité.

Les énergies renouvelables garantissent aux gens qu'ils pourront continuer à chauffer leur logement à un prix abordable. La meilleure énergie reste celle que l'on ne nécessite pas. C'est pourquoi nous soutenons le développement des exigences européennes en matière d'efficacité des bâtiments et du chauffage, afin de libérer rapidement et à moindre coût les bâtiments de leur dépendance aux énergies fossiles. Pour cela, nous misons avant tout sur le conseil et les incitations financières. Avec un marché de l'électricité efficace, des coûts d'infrastructure réduits et des

mécanismes de consommation et de production d'électricité intelligemment coordonnés, l'avantage de la production d'électricité à bas prix revient aux consommatrices et consommateurs.

Transition énergétique et marché du travail

Les solutions proposées pour résoudre la crise climatique grâce à la transition énergétique créent des millions d'emplois attractifs dans des domaines tels que les énergies renouvelables et les secteurs connexes de la construction, de l'industrie et des transports. Les projets prêts à être lancés créeront deux millions d'emplois à court et moyen terme et jusqu'à dix millions à long terme. Ces chiffres dépassent de loin le nombre d'emplois dans le secteur énergétique actuel, qui est d'environ 200 000 et crée 140 000 emplois dans des secteurs connexes.

La création de nouveaux emplois va de pair avec la diffusion de nouvelles compétences et une offensive de formation dans l'artisanat. L'Union doit veiller à ce que les travailleuses et travailleurs aient accès à la formation et la réorientation professionnelle nécessaires pour qu'ils puissent devenir partie intégrante de la transition énergétique verte et sociale.

Toutefois, il ne suffit pas de veiller à ce que les emplois créés dans le secteur de l'énergie verte dépassent seulement en nombre largement ceux du secteur de l'énergie fossile pour garantir une transition équitable. Les politiques du marché du travail visant à promouvoir l'accès à des emplois de qualité par le biais de programmes de formation continue et d'autres soutiens pratiques doivent garantir que ces emplois sont effectivement à portée de main. Ces emplois doivent être orientés sur les personnes qui en ont le plus besoin, en particulier dans les secteurs les moins privilégiés de la société et dans les régions actuellement les plus dépendantes des énergies fossiles.

Le nucléaire: trop cher, trop sale, trop dangereux !

L'énergie nucléaire n'est pas et ne sera jamais un élément de la transition verte, ni une source d'énergie durable et sûre pour les êtres humains et la planète. Les centrales nucléaires dépendent des combustibles fossiles pour leur construction, leur démantèlement, la préparation du combustible, ainsi que pour l'extraction et l'enrichissement de l'uranium, et contribuent ainsi à l'augmentation des gaz à effet de serre. De plus, l'énergie nucléaire est trop chère, peu rentable et peu sûre. De plus, nous devons importer une grande partie de l'uranium, en partie de pays autoritaires et de dictatures, et nous restons donc dans la dépendance de pays tiers en ce qui concerne nos ressources énergétiques.

Les centrales nucléaires sont des sources d'énergie vulnérables. Elles représentent un danger destructeur en ce qui concerne les conséquences d'éventuels accidents. Même en l'absence d'accidents, il existe un dangereux problème pour lequel il n'existe toujours pas de solution durable: Les déchets nucléaires. Les centrales nucléaires produisent des déchets toxiques dont la radioactivité persistera pendant des milliers d'années. L'exposition aux déchets radioactifs peut

provoquer des cancers chez l'humain et des dommages génétiques ou des mutations chez les animaux et les plantes.

Le nucléaire fait encore partie du mix énergétique européen, mais il ne s'agit pas d'une source énergétique du futur. Pour ces raisons, nous poursuivrons notre lutte contre l'inclusion de l'énergie nucléaire dans la taxonomie financière verte de l'Union, comme nous l'avons fait lors du mandat précédent. L'inclusion de l'énergie nucléaire dans la taxonomie pour les investissements durables a un impact négatif. Des milliards d'euros en investissement risquent d'être détournés des énergies renouvelables et d'autres technologies vertes, pour être investis dans le gaz, l'énergie nucléaire et les combustibles fossiles. Cela entraîne un sous-investissement là où il est le plus nécessaire – dans les énergies renouvelables, propres et vertes.

L'Hydrogène vert

L'hydrogène vert, produit exclusivement avec de l'énergie renouvelable, doit jouer un rôle essentiel dans la réalisation de nos objectifs dans la lutte contre la crise climatique. Il est essentiel que l'hydrogène que nous utilisons en Europe provienne de sources durables. Nous continuerons donc à faire en sorte que l'hydrogène ne soit pas produit à l'aide de l'énergie nucléaire, de combustibles fossiles ou du gaz, mais uniquement à l'aide d'énergies renouvelables. Les investissements dans la banque européenne d'hydrogène devront être utilisés exclusivement pour l'hydrogène renouvelable.

Il est en outre particulièrement important pour nous que les normes en matière des droits fondamentaux soient respectées lors de la production et du transport de l'hydrogène. On constate déjà des évolutions préoccupantes à cet égard, notamment sur le continent africain. Les stratégies énergétiques ne doivent pas être mises en œuvre au profit de certains et certaines et au détriment d'autres.

L'hydrogène, comme le vent ou le soleil, est un vecteur d'énergie et non une source d'énergie. Par rapport à l'utilisation directe de l'électricité, l'utilisation par le biais de l'hydrogène nécessite donc plus d'énergie. Sa production est coûteuse et son potentiel exact encore incertain. Une chose est sûre: l'hydrogène n'a d'avenir que dans des domaines très spécifiques. Il est utilisé dans les secteurs qui ne peuvent pas encore recourir à d'autres alternatives, comme le transport maritime ou aviaire, ou certains processus industriels, comme la production d'acier.

Le stockage de carbone, un outil complémentaire

La capture et le stockage de carbone sont considérés comme des technologies clés pour la neutralité climatique. Il s'agit de stocker les émissions au niveau de grandes sources d'émissions, comme des installations industrielles, pour les utiliser ensuite dans toute une série d'applications, ou de les

enfouir dans des formations géologiques profondes pour les stocker, tels que des réservoirs de pétrole et de gaz épuisés. Le stockage du carbone pourrait ainsi éviter que les émissions de secteurs difficilement convertibles ne soient libérées sans retenue dans l'atmosphère.

Afin de garantir que les objectifs de neutralité climatique soient atteints, un objectif de capture du CO₂ a été introduit à l'échelle européenne, avec l'objectif juridiquement contraignant d'atteindre une capacité d'injection annuelle d'au moins 50 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2030.

Nous veillerons à ce que le captage du carbone n'agisse que comme un outil complémentaire et ne devienne pas une excuse pour éviter des mesures importantes visant à réduire réellement les émissions de gaz à effet de serre. Nous serons également attentifs au fait que le captage et le stockage du carbone doivent être sûrs pour l'environnement et les personnes, tout en gardant un œil sur le facteur coût par rapport aux mesures structurelles de réduction des émissions.

Renforcement de la réglementation sur les certificats de CO₂

La compensation carbone, c'est-à-dire la compensation des émissions de CO₂, ne contribue guère à la réalisation des objectifs de l'accord de Paris sur le climat, car il s'agit d'éviter et de réduire drastiquement les émissions, et pas seulement de les compenser. Il existe souvent des alternatives aux activités à forte intensité d'émissions et les utiliser devrait être l'objectif principal. Ce n'est que lorsqu'il n'y a pas d'autre solution que la compensation entre en jeu. Nous nous engageons à ce que les mécanismes privés de compensation des émissions de CO₂ soient mieux réglementés afin d'améliorer leur efficacité et d'éviter l'écoblanchiment. Cela implique la mise en œuvre de réglementations plus strictes qui garantissent que les certificats de CO₂ ne sont attribués que pour des réductions d'émissions vérifiables, mesurables et à long terme.

2. Une mobilité abordable et durable

Nous voulons que chacun et chacune puisse se déplacer facilement et à moindre coût grâce à des moyens de transport durables, accessibles et sûrs. La mobilité relie les personnes, les communautés et les entreprises. Cependant, aujourd'hui, les systèmes de transport sont orientés en faveur des personnes aisées et au détriment des moins aisées, qui en plus souffrent le plus de la pollution atmosphérique et des nuisances sonores. S'y ajoute que dans les communautés rurales et suburbaines moins bien desservies par les transports publics, les gens n'ont souvent pas d'autre choix que de se déplacer en voiture.

Les alternatives en termes de mobilité vont nous aider à atteindre les objectifs fixés afin de lutter contre la crise climatique. Le transfert du transport aérien et routier vers le rail et d'autres moyens de transport durables, nous permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout en assurant une meilleure connectivité au sein de l'Union. Le transport à forte intensité d'émissions est également une menace pour la santé humaine. Les effets des émissions de gaz à effet de serre, tels que le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique par des particules fines, ont un impact négatif sur la santé des citoyens et citoyennes, en particulier chez les personnes les plus vulnérables.

Une politique de mobilité juste et sociale met davantage à contribution les plus riches afin de garantir la contribution à la protection du climat de tous les Européen.ne.s. Les émissions dites de luxe quant à elles doivent être les premières visées et non les dernières. Nous nous engageons pour l'introduction d'une taxe sur le kérosène pour le trafic aérien, actuellement fortement subventionné de manière indirecte par l'absence d'une telle taxe en comparaison avec le trafic ferroviaire. Les nombreux jets privés qui traversent l'espace aérien européen constituent un problème plus urgent et important. Les exceptions pour les voitures de luxe concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont tout aussi injustes. Au cours du prochain mandat, nous continuerons à nous battre contre de telles mesures fondamentalement injustes

Un plan pour une mobilité abordable et durable

Nous introduirons un ticket climatique européen, de sorte qu'un ticket de transport public abordable soit proposé partout en Europe et puisse être utilisé facilement pour différents moyens de transport public. Ce ticket climatique européen sert à mobiliser tout le monde, en particulier les personnes à faibles revenus, à réduire les émissions nocives pour le climat.

Nous veillerons à ce que des prix de transport plus justes reflètent les coûts réels des transports polluants en taxant les carburants de manière appropriée. Nous plaiderons en faveur d'une taxe minimale sur le kérosène pour l'industrie aéronautique, qui aurait dû être mise en place depuis longtemps. Cette taxe permettra d'investir des fonds publics dans des moyens de transport plus écologiques, plus efficaces et plus sûrs, qui relieront l'Europe et ses habitant.e.s de manière durable et rentable. Ainsi, le transport ferroviaire pourra enfin rivaliser en termes de prix avec le transport aérien, souvent moins cher.

L'Europe doit également investir dans de meilleurs transports publics, des réseaux cyclables et un urbanisme axé sur les personnes, tant dans les villes que dans les communautés rurales. Ce n'est qu'en donnant beaucoup plus d'espace aux transports publics que nous pourrons réduire la pollution de l'air et les émissions causées par le transport individuel. L'abandon progressif des moteurs à combustion contribuera également à cet objectif. Pour rendre les voitures électriques plus

abordables et accélérer la création d'un marché de voitures électriques d'occasion, l'Union européenne devra rendre leur introduction obligatoire dans les flottes d'entreprises.

Relier l'Europe avec des trains modernes

Le transport ferroviaire recèle un grand potentiel pour la transition écologique et le confort des passagères et passagers. Nous devons augmenter massivement les investissements dans le transport ferroviaire au niveau européen afin de relier l'Europe de manière durable. L'infrastructure ferroviaire est en mauvais état dans de nombreuses régions européennes et une grande partie de l'Europe centrale et orientale ne dispose pas du tout de connexions avec des trains à grande vitesse. L'Union doit donc investir en priorité dans la modernisation et l'interopérabilité du transport ferroviaire de ces régions.

Afin de promouvoir les voyages durables à longue distance, nous investirons dans les infrastructures de trains de nuit et créerons une plateforme européenne de billetterie pour faciliter la réservation de voyages transfrontaliers par des moyens de transport durables. Nous allons également simplifier le transport des vélos lors de voyages en train longue distance dans toute l'Europe. Les zones rurales et les régions mal desservies seront prioritaires pour les investissements dans les transports, y compris les initiatives de covoiturage et les ferries.

Nous travaillons déjà sans relâche pour rendre l'infrastructure ferroviaire en Europe plus efficace. Dans le règlement sur l'amélioration de l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire, nous mettons l'accent sur la nécessité d'améliorer l'efficacité du secteur ferroviaire afin de créer un véritable système européen intermodal et harmonisé, qui fonctionne pour tou.te.s les citoyen.ne.s. Pour ce faire, il faut également garantir des prix équitables, l'accessibilité pour les personnes handicapées, la sécurité et la fiabilité pour tou.te.s les client.e.s. Nous continuons à militer pour la mise en place d'une plateforme européenne qui recense toutes les données relatives aux trains Cargo collectées lors des trajets ferroviaires internationaux et les met à disposition des entreprises ferroviaires. Cela permettra une meilleure coordination au niveau international, une gestion plus précise des preuves, une planification de la maintenance et une prévisibilité à long terme (usure du matériel, risque d'accident, etc.).

Un transport aérien adapté à l'avenir

Si le trafic ferroviaire est systématiquement développé et amélioré en Europe, le trafic aérien pourra être progressivement réduit, même si nous dépendons aussi à l'avenir du transport aérien et maritime. Tout comme le transport maritime, le transport aérien fait donc partie de notre monde moderne et connecté et peut certes être réduit, mais pas supprimé.

Il est toutefois urgent de rendre le transport aérien plus durable: La recherche dans le domaine de l'énergie solaire, l'électrification et le carburant vert à base d'hydrogène doit ici être approfondie. Nous voulons que l'Union européenne soit pionnière dans le développement de technologies aéronautiques neutres pour le climat. En ce sens, nous nous engageons à multiplier les investissements publics dans les projets de recherche dans ce domaine, comme le projet «Clean Aviation», un programme de recherche et d'innovation de l'Union européenne visant à transformer l'aviation d'une manière durable et climatiquement neutre. Dans ce cadre, les effets négatifs du trafic aérien, encore sous-étudiés, doivent également être abordés.

Tant que les avions sont encore alimentés par des combustibles fossiles, les vols sur de très courtes distances doivent être limités lorsqu'il existe des alternatives réalistes. Dans ce contexte, nous nous battons également pour une limitation de l'utilisation des jets privés. Chaque vol en jet privé alimenté au kérosène représente un multiple du bilan climatique annuel d'un consommateur moyen. Les subventions publiques à l'aviation privée devront être supprimées et les taxes sur ce secteur devraient être augmentées dans toute l'Europe.

Ensemble pour une meilleure sécurité routière

Le nombre de morts sur les routes (20 600 en 2022 dans l'Union européenne) reste beaucoup trop élevé. Dans la tranche d'âge de 5 à 29 ans, les accidents de la route sont la première cause de mortalité dans le monde. L'Europe s'est fixé pour objectif de réduire de moitié le nombre de morts sur les routes d'ici 2030 et de faire baisser le nombre de morts à 0 d'ici 2050. Nous voulons atteindre ces objectifs en menant une action concertée pour améliorer la sécurité routière.

Des limitations de vitesse plus basses, des modérations du trafic et des réaménagements de l'espace public dans les villes européennes auraient non seulement des avantages considérables en termes de sécurité pour tou.te.s les usagères et usagers de la route, mais réduiraient également la pollution sonore et atmosphérique, ce qui constituerait une situation gagnant-gagnant.

Nous devons veiller à ce que les données utilisées pour formuler des textes législatifs sur la sécurité routière incluent tou.te.s les membres de la société, afin que les routes, mais aussi les voitures, soient sûres pour tou.te.s. Cela signifie, par exemple, que les efforts visant à utiliser également des mannequins de voiture féminins lors des tests de véhicules doivent être poursuivis. Cela signifie aussi que les routes doivent être rendues plus accessibles et plus sûres pour les personnes en situation de handicap, les enfants et les personnes âgées.

Lorsque nous parlons de sécurité routière, nous devons nous assurer que tou.te.s les membres du trafic sont respectés et peuvent se déplacer sans danger. Cela vaut pour les cyclistes et les piétons, mais aussi pour les personnes qui utilisent la voiture ou le tramway. L'infrastructure européenne de transport doit être adaptée et rendue sûre pour tou.te.s.

3. Protection de la nature et des ressources

De l'air pur, de l'eau propre, des sols fertiles et un haut niveau de biodiversité sont essentiels à notre vie et notre bien-être, mais ce sont des ressources limitées.

Le pacte vert européen de 2019 et les initiatives qui en ont découlé ont été un début, mais l'état de notre environnement ne s'est pas suffisamment amélioré depuis lors et s'est au contraire détérioré dans de nombreux endroits, notamment en raison de la crise climatique qui se fait déjà sentir à travers des événements météorologiques extrêmes. C'est pourquoi nous devons faire mieux en matière de protection de la nature, au lieu de relâcher les efforts.

Protéger les écosystèmes et la biodiversité

Actuellement, un million d'espèces sont menacées d'extinction. Cette situation peut être attribuée à une dégradation progressive des écosystèmes par l'humain, à l'utilisation de pesticides et à la crise climatique. C'est pourquoi, nous insisterons qu'à partir de 2026, 10% du budget de l'Union européenne soient consacrés aux objectifs dans le domaine de la biodiversité.

Nous restaurerons les écosystèmes dégradés dans toute l'Europe. Nous voulons protéger un tiers du territoire et des zones maritimes afin de vivre en harmonie avec la nature, y compris les zones humides, les forêts, les écosystèmes marins et agricoles, les rivières et les lacs. Comme indiqué dans la loi sur la restauration de la nature pour laquelle nous nous sommes battus, nous voulons restaurer les zones naturelles déjà dégradées. La collaboration avec les agricultrices et agriculteurs ainsi que les communautés rurales et côtières doit être centrale dans ces efforts.

Forêts saines contribuent à un air pur

Nos forêts sont menacées par la déforestation et les conséquences de la crise climatique. Elles sont les poumons de notre planète, abritent la majeure partie de la faune et de la flore terrestres et constituent d'importants puits de carbone. Les forêts jouent également un rôle crucial dans la fourniture d'un air pur, la régulation du cycle de l'eau et la prévention de l'érosion des sols. La protection et la restauration des forêts sont la clé de la réalisation de nos objectifs climatiques.

Nous pensons que la protection des forêts anciennes, une gestion forestière proche de la nature et un reboisement respectueux de la biodiversité sont déterminants pour la santé des forêts en Europe. Nous élaborerons une stratégie commune contre les incendies de forêt. Nous sommes déterminés à éviter les coupes à blanc inutiles et à mettre en place des corridors de protection. Nous devons

prendre des mesures immédiates pour protéger les forêts contre une mauvaise gestion, la pollution et la crise climatique.

Puits de carbone naturels : les océans

Tout comme les forêts, les océans sont des puits de carbone importants. L'océan absorbe actuellement 90% de la chaleur générée par l'augmentation des émissions. Comme l'excès de chaleur et d'énergie réchauffe l'océan, le changement de température entraîne des effets en cascade sans précédent, tels que la fonte des glaces, l'élévation du niveau de la mer, des vagues de chaleur marines et l'acidification des océans. La biodiversité et les écosystèmes marins, qui sont essentiels à la vie sur Terre, sont en conséquence gravement affectés. La hausse des températures augmente le risque de perte irréversible des écosystèmes marins et côtiers. Des changements de grande ampleur sont déjà observés aujourd'hui.

La région maritime européenne doit donc mieux être protégée. De la mer Baltique à l'Atlantique, nous voulons mettre en place une loi sur les océans qui établit le droit à des océans propres, sains et durables. Nous proposerons une stratégie qui conduise à un environnement marin propre d'ici 2030.

De nombreuses espèces de poissons, de requins et d'autres espèces marines sont menacées d'extinction. Pour préserver les écosystèmes marins et protéger l'accès des communautés locales, il faut mettre un terme aux pratiques de surpêche et développer des modèles économiques alternatifs durables pour les communautés côtières. Il ne s'agit pas seulement de la quantité de poisson que nous pêchons, mais aussi de la manière dont nous le pêchons. Nous mettrons enfin un terme à la pêche au chalut de fond.

Nous lutterons également contre l'exploitation minière en eaux profondes et allons mettre en œuvre un moratoire mondial à ce sujet. Il est grand temps de protéger les écosystèmes des eaux profondes. Nous nous opposerons à toute extension de l'exploitation pétrolière et gazière offshore.

De l'air propre pour tout le monde

Une Union européenne avec moins de pollution atmosphérique sera un endroit beaucoup plus sain pour vivre. La pollution de l'air est responsable de 300.000 décès prématurés chaque année en Europe, les enfants étant les plus touchés.e.s. La pollution de l'air contribue à l'acidification de l'atmosphère et aux dommages causés à la couche d'ozone. Cela a un impact négatif direct sur les forêts, les écosystèmes et la santé humaine. Nous devons poursuivre notre lutte afin de garantir que l'air pur soit pleinement respecté en tant que droit humain fondamental.

Nous allons relever les normes européennes de qualité de l'air et veiller à ce qu'elles soient mieux respectées. D'ici 2030, la qualité de l'air dans l'Union devra être conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.

En abandonnant progressivement les énergies fossiles, nous réduirons considérablement la quantité de polluants dans notre air et lutterons ainsi contre la pollution atmosphérique. La transition écologique dans le domaine du transport peut apporter sa contribution à un air plus propre en augmentant la mobilité électrique, le trafic ferroviaire et l'utilisation de l'hydrogène vert. Les normes de qualité de l'air doivent également être revues dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture.

Les nouvelles technologies telles que la capture du carbone pourraient faire partie de la solution, mais elles doivent encore faire leurs preuves. Les meilleures émissions et particules fines sont celles que l'on n'émet pas en premier lieu.

Les espaces verts et la végétation peuvent contribuer énormément à la qualité de l'air dans les zones urbaines. Avec une stratégie européenne de végétalisation des villes, nous voulons améliorer l'air et la qualité de vie des citoyens et citoyennes dans toute l'Europe.

Une Europe sans toxines

La stratégie européenne en matière de produits chimiques appelle déjà à un environnement « sans toxines » d'ici 2050. Bien que l'Union fasse des progrès vers cet objectif, un grand nombre de produits chimiques extrêmement dangereux pour la santé humaine continuent d'être fabriqués, utilisés et exportés.

Les produits chimiques « éternels », comme les produits chimiques perfluorés et polyfluorés (PFAS), sont particulièrement préoccupants. Présents dans les emballages alimentaires, les cosmétiques, les textiles et d'autres produits de consommation, ils s'accumulent au fil du temps dans l'environnement, chez l'humain et chez les animaux et peuvent entraîner des problèmes de santé tels que des dommages au foie, des maladies de la thyroïde, l'obésité, des troubles de la fertilité et le cancer. Nous continuerons à faire pression pour une interdiction des substances chimiques éternelles afin de mieux protéger notre santé, mais aussi l'environnement.

La Commission européenne a promis dès 2020 une révision du règlement européen sur les substances chimiques (REACH). Nous veillerons à ce que cette révision ait enfin lieu. Les produits chimiques les plus nocifs doivent être remplacés et des évaluations de risques et des conditions d'utilisation plus strictes doivent être introduites pour tous les produits chimiques. Nous voulons que l'industrie assume la responsabilité de la gestion des risques liés aux produits chimiques et fournisse toutes les données sur la dangerosité des substances.

Lorsqu'il est question de produits chimiques et de pollution, les microplastiques ne doivent pas être négligés. Une fois dans l'environnement, les microplastiques ne sont pas biodégradables et contiennent souvent des produits chimiques. Ils s'accumulent dans les eaux, les sols et les animaux et sont donc également ingérés par l'être humain. Nous allons mettre en œuvre des campagnes européennes d'information sur les risques et la prévention des microplastiques, la poursuite des mesures de réduction et de traitement sûr des déchets plastiques, et la fin de l'utilisation des microplastiques dans les produits cosmétiques.

Une action européenne contre les catastrophes naturelles

Les efforts de restauration de la nature et d'adaptation à la crise climatique permettront de rétablir la rétention d'eau dans les zones rurales et urbaines grâce à la revitalisation des rivières et des plaines inondables. Pour que le rôle clé de l'eau soit reconnu, il faut l'inclure et l'intégrer dans toutes les politiques européennes pertinentes.

La transition verte doit aller de pair avec une politique de cohésion forte, afin que toutes les régions d'Europe puissent en bénéficier. C'est pourquoi le Fonds de solidarité de l'Union élargi se concentrera sur l'adaptation au climat et la préparation aux catastrophes naturelles. Un financement européen dédié et direct pour les mesures climatiques peut réduire la pression budgétaire et politique sur les villes et les municipalités particulièrement touchées par la crise climatique.

De la même manière, et sur la base du principe de solidarité européenne, nous créerons un fonds européen pour les catastrophes naturelles. Nous développerons et cofinancerons également la flotte européenne de pompiers, y compris un pool de personnel qualifié et volontaire, des équipements de pompiers, des avions de lutte contre les incendies, ainsi qu'un centre de coordination d'urgence. Ces mesures permettront d'accroître la résilience de l'Europe face aux catastrophes naturelles.

4. Une Union de la santé pour faire face aux crises

La santé n'est pas un enjeu national, mais européen, voire global: les agents pathogènes ne font malheureusement pas halte aux frontières, alors qu'ils ont le potentiel de paralyser notre société. La pandémie COVID-19 a posé d'énormes défis à nos systèmes de santé. Il est apparu clairement que l'Union européenne n'était pas suffisamment armée pour faire face à une telle crise sanitaire. L'absence de coordination des mesures et le manque de solidarité entre les États membres et envers les pays en développement ont fortement ébranlé la confiance dans le projet européen. Avant même COVID-19, l'Eurobaromètre montrait que 70% des Européen.ne.s souhaitaient que l'Europe fasse davantage pour la santé. Nous devons donc utiliser cette expérience de pandémie comme un moment décisif pour la fondation d'une véritable Union de la santé.

Tirer les bonnes leçons de la pandémie COVID-19

Pour faire face aux défis transfrontaliers tels que les pandémies et promouvoir la santé publique, il est nécessaire de renforcer la coopération et d'accroître les compétences de l'Union dans ce domaine.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (CEPCM) doit être renforcé en termes de financement et de personnel. Nous voulons faire de l'Autorité pour la réponse aux urgences sanitaires (HERA) une agence européenne indépendante et lui donner également plus de moyens. Ainsi, le CEPCM et l'HERA pourront à l'avenir mieux soutenir et coordonner les actions des États membres, développer des plans de protection civile communs et organiser régulièrement des tests de résistance pour évaluer la capacité de l'Union à faire face à un certain type de crise. En outre, il convient de travailler à l'harmonisation de la législation en matière de pandémie et d'intégrer les mesures nationales isolées dans des stratégies européennes globales.

Nous voulons créer des bases de données européennes afin de permettre un aperçu rapide des stocks de matériel, des médicaments et des lits disponibles en temps de crise. Nous sommes également favorables à la création d'un réseau de santé solide et à la mise en place d'un corps de santé européen dans les hôpitaux européens.

En outre, pour prévenir les futures pandémies, nous soutenons une politique globale contre les zoonoses, avec la création d'un comité permanent de recherche et de prévention des zoonoses au sein de l'Organisation mondiale de la santé. Ce comité doit être doté de moyens suffisants pour prendre des décisions scientifiquement fondées et élaborer des lignes directrices, indépendamment des influences politiques ou économiques du moment. Au niveau international, l'approche « One Health » doit être une stratégie clé pour prévenir de futures zoonoses.

Une Union européenne de la santé solidaire

La santé doit être intégrée dans tous les domaines politiques, en mettant l'accent sur la prévention. En outre, une politique européenne de la santé forte au sens propre est également nécessaire. Dans notre marché intérieur interconnecté, les crises dans le secteur de la santé ne peuvent être abordées avec succès qu'ensemble. La pandémie COVID-19 a mis en évidence les conséquences des mesures d'austérité dans le domaine de la santé : des systèmes de santé publique surchargés et sous-financés, une pénurie inquiétante de personnel soignant et de médecins dans de nombreux États membres, des pénuries croissantes de médicaments et un financement public insuffisant de la recherche en matière de santé. L'Union européenne de la santé, qui n'en est qu'à ses débuts, est donc confrontée à de grands défis, mais ensemble, nous sommes plus forts.

Les patient.e.s doivent être au centre de la politique de santé européenne et non les bénéficiaires de l'industrie pharmaceutique. Les citoyen.ne.s ont droit à des soins de santé abordables, au-delà des frontières nationales. L'Union européenne de la santé doit garantir à tou.te.s dans l'Union européenne des soins de santé universels et l'accès à des médicaments et des traitements abordables.

Une politique de santé portée sur la résilience

Le projet d'espace européen des données de santé recèle un grand potentiel pour une coordination plus efficace des systèmes nationaux et surtout pour la promotion de la recherche transnationale en matière de santé. La transparence et la protection des données doivent cependant être appliquées de manière stricte. Nous nous engageons pour que les patient.e.s puissent décider à tout moment de ce qu'il advient de leurs propres données de santé.

L'autonomie stratégique est un concept que nous voulons également établir dans le domaine de la santé. Pour rendre l'Union européenne plus indépendante et plus sûre, nous demandons une augmentation de la production de médicaments au niveau européen. Pour garantir l'accès aux médicaments et aux vaccins, nous préconisons la création de laboratoires publics et indépendants, de centres de recherche et de développement et de chaînes d'approvisionnement propres pour une partie de la production de médicaments, afin de réduire la dépendance vis-à-vis de l'industrie pharmaceutique et de pays tiers tels que la Chine. Pour prévenir les pénuries de médicaments, nous mettrons en place un système de suivi européen et encouragerons une plus grande coordination entre les États membres.

Afin de promouvoir l'innovation médicale en partant des besoins réels des patient.e.s, nous allons mettre en œuvre un plan d'investissement européen dans la recherche sur la santé, avec un inventaire complet des lacunes actuelles en matière de connaissances et de traitements. Là où de l'argent public est investi dans le développement de thérapies et de médicaments, nous exigeons de l'industrie pharmaceutique une transparence absolue quant aux résultats de la recherche et aux coûts réels de développement. Nous défendons également un système de licences pour les médicaments qui permet de libérer des licences en cas d'urgence.

Nous nous engageons pour une politique progressiste en matière de drogues dans l'ensemble de l'UE, dont la légalisation du cannabis. Les personnes dépendantes aux drogues dures doivent enfin cesser d'être criminalisées. Ils ne doivent plus être punis pour leur maladie, mais recevoir le soutien dont ils ont besoin pour se construire une vie saine et sans drogue.

5. Une alimentation saine à des prix raisonnables

La manière dont l'agriculture et l'industrie alimentaire produisent, et ce qui se retrouve dans nos assiettes, a un grand impact sur la santé, notre environnement, ainsi que sur les animaux et la biodiversité. L'agriculture, l'une des principales victimes de la crise climatique, est elle-même responsable d'une part non négligeable des émissions de gaz nocifs pour le climat, mais elle peut aussi être une alliée importante dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il en va de même pour la préservation de l'eau propre, de la fertilité des sols et de la biodiversité.

Malgré des réformes régulières, la Politique Agricole Commune (PAC) ne produit pas les résultats nécessaires et continue de promouvoir une agriculture toujours plus intensive, avec des conséquences néfastes pour l'environnement.

Nous continuons de dénoncer un modèle basé sur les monocultures et l'élevage intensif. Une transition à l'échelle européenne vers un système alimentaire durable, respectueux du climat et équitable est indispensable pour garantir à long terme la production d'aliments abordables et sains. Une transition à l'échelle européenne vers un système alimentaire durable, respectueux du climat et équitable est essentielle pour garantir la production à long terme d'aliments sains et abordables et pour offrir aux agricultrices et agriculteurs européen.e.s des perspectives d'avenir.

C'est pourquoi nous nous engageons pour un véritable tournant dans la politique agricole et alimentaire. Nous voulons mettre en place une politique alimentaire holistique qui englobe toute la chaîne alimentaire.

Un droit à une alimentation saine

Ces dernières années, des millions d'Européen.ne.s ont dû faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. Personne ne devrait être obligé.e de renoncer à une alimentation saine et produite de manière durable et locale parce qu'elle est trop chère. Il est temps de mettre fin à la spéculation sur les denrées alimentaires, qui fait grimper les prix des aliments pour les ménages et qui alimente la faim dans le monde. Des taxes sur des superprofits dans le secteur alimentaire doivent permettre d'endiguer la spéculation sur les denrées alimentaires. Nous voulons également faire du droit à une alimentation saine un principe juridique dans la législation européenne, avec des mécanismes sociaux au niveau national qui garantissent l'accès à une alimentation saine tout en soutenant les chaînes d'approvisionnement locales.

Chacun.e a le droit à une alimentation saine. De nombreux facteurs de risque de maladies non transmissibles comme le cancer ou le diabète (type II) sont principalement liés à l'alimentation. Une mauvaise alimentation est un problème complexe, mais pour certains facteurs de risque, il y a encore un grand potentiel d'action au niveau européen. Dans la continuité de la stratégie « Farm-

to-Fork », nous nous engageons pour une plus grande transparence pour les consommatrices et consommateurs, davantage d'alimentation végétale, la lutte contre les promesses de santé sur les emballages d'aliments malsains, l'introduction d'un étiquetage nutritionnel unique et l'endigement des pratiques de marketing qui incitent à l'achat de produits malsains.

Une alimentation saine signifie également une alimentation sans pesticides. Nous devons réduire l'utilisation des pesticides chimiques afin de protéger les écosystèmes, de maintenir les sols en bonne santé et de préserver la santé humaine et animale. Au cours du dernier mandat, les États membres et le Parlement européen ont tous deux échoué à cet égard: le Conseil n'a pas su s'opposer au renouvellement de l'autorisation du glyphosate et une majorité conservatrice au Parlement européen a fait échouer une proposition de loi visant à réduire l'utilisation des pesticides chimiques. Mais nous n'abandonnons pas et nous continuerons à nous battre pour réduire l'utilisation des pesticides de 50% d'ici 2030. Le glyphosate n'est pas nécessaire pour une agriculture productive ni pour le désherbage. Le glyphosate peut et doit être interdit dans l'ensemble de l'Union, et les exploitations agricoles doivent être soutenues économiquement afin de pouvoir effectuer cette transition.

Pas d'OGM dans nos assiettes

La manipulation génétique contribue au développement des monopoles des grands groupes agricoles et au brevetage croissant des semences, contre lequel nous nous engageons résolument. Elle comporte en outre des risques insuffisamment étudiés pour la biodiversité et la santé. Nous continuons à nous battre pour une agriculture sans OGM et contre l'importation massive de fourrage génétiquement modifié, notamment en provenance de zones de déforestation en Amérique du Sud.

Depuis quelques années, l'industrie fait de nombreuses promesses concernant les nouvelles méthodes de génie génétique, telles que CRISPR (« Courtes répétitions palindromiques groupées et régulièrement espacées »). Ces nouvelles méthodes, qui consistent à modifier l'ADN d'une seule plante, sont censées être la solution à la crise climatique, au manque d'eau et à l'utilisation excessive de pesticides. Ces promesses ne sont pas encore scientifiquement fondées, mais il est certain qu'il s'agit d'une manipulation génétique, avec des conséquences incertaines pour l'environnement et l'être humain.

La Commission européenne a proposé, au mépris total du principe de précaution, d'assouplir les règles européennes existantes sur les plantes génétiquement modifiées pour ces nouvelles méthodes : pour jusqu'à 20 modifications génétiques, il n'y aurait pas de procédure d'autorisation, pas d'évaluation des risques, pas de traçabilité et pas d'étiquetage, ce qui signifie une transparence zéro pour les consommatrices, consommateurs, agricultrices et agriculteurs. Pour les exploitations biologiques dont les produits doivent être à 100% exempts d'OGM, il s'agit d'une menace

existentielle. Nous continuons à nous engager pour le droit de chacun.e de pouvoir dire non aux OGM dans son assiette. Chaque type de génie génétique devrait faire l'objet d'une évaluation approfondie des risques et doit être étiqueté.

Soutien équitable aux exploitations agricoles

Nous voulons nous assurer que les agricultrices et agriculteurs reçoivent un prix équitable pour leurs produits. Les pratiques déloyales dans la chaîne alimentaire doivent être combattues et la position des productrices et producteurs primaires doit être renforcée. Les petites et moyennes exploitations et les jeunes agricultrices et agriculteurs, en particulier, doivent être soutenus par des investissements massifs. Des décennies de subventions agricoles mal orientées ont contribué à la concentration de la propriété foncière en Europe et ont conduit les petites et moyennes exploitations agricoles à la ruine. Nous avons enfin besoin d'un tournant agricole équitable et durable ! Finies les subventions insensées à la surface, place aux subventions liées à la performance et à un soutien concret pour la transition vers des modes de production plus durables. Nous étendons l'agriculture biologique à au moins 25 pourcent dans tous les pays de l'UE, en prévoyant des fonds suffisants et en garantissant l'objectif de développement dans le plan d'action bio et les plans stratégiques nationaux.

La politique agricole commune (PAC) actuelle expire en 2027. Nous insistons sur des évaluations intermédiaires approfondies et, le cas échéant, sur l'amélioration des plans stratégiques nationaux de mise en œuvre de la PAC, ainsi que sur une évaluation rigoureuse à la fin de la période de programmation actuelle, notamment en ce qui concerne les performances climatiques et environnementales promises par cette politique.

Penser système plutôt que silo : une politique alimentaire européenne

L'Union européenne a besoin d'une politique alimentaire commune qui ne pense pas en silos, mais qui couvre l'ensemble de la chaîne alimentaire. Lorsque les politiques communes de l'agriculture et de la pêche actuelles arriveront à échéance, elles devront être remplacées par cette nouvelle politique globale. La politique alimentaire commune liera les aides européennes à l'agriculture et à la pêche à des critères sociaux et environnementaux, afin de créer des emplois de qualité et d'assurer la sécurité alimentaire à long terme.

Cela signifie qu'à l'avenir, un tiers du budget de l'UE serait consacré à des systèmes alimentaires durables qui améliorent la qualité des sols, réduisent les émissions et le gaspillage alimentaire, tout en améliorant la situation économique des exploitations agricoles. Dans le cadre de cette politique, les problèmes et tendances transfrontaliers, tels que l'augmentation inquiétante des maladies liées à l'alimentation ou la surproduction européenne de produits animaux, peuvent être abordés de manière holistique.

6. Protéger les animaux de manière adéquate

Les animaux sont des êtres vivants sensibles et capables de souffrance. Ce fait est reconnu par les traités européens et doit être pris en compte dans la mise en œuvre des politiques européennes et nationales. Cependant, il existe encore trop de lacunes, respectivement de points faibles dans la législation européenne en matière de protection des animaux.

En 2020, après presque 20 ans d'impasse, la Commission européenne a promis de réviser l'ensemble de la législation européenne sur le bien-être des animaux, devenue obsolète, et de la moderniser en fonction des dernières connaissances scientifiques. En 2021, la Commission a promis de mettre en œuvre les exigences de l'initiative citoyenne européenne "End the Cage Age" et d'interdire l'élevage en cage. En parallèle, à l'initiative et sous la direction des Verts, le Parlement européen a enquêté pendant deux ans sur l'adéquation de la législation européenne existante en matière de transport d'animaux. Là aussi, un besoin d'amélioration considérable a été constaté et des recommandations ont été transmises à la Commission.

Malheureusement, peu de choses ont été mises en œuvre jusqu'à présent parmi les grandes promesses de bien-être animal. Après des années d'attente et de tergiversations, la Commission n'a présenté vers la fin de son mandat qu'une faible proposition d'amélioration sur le transport des animaux et une nouvelle proposition sur la vente de chiens et de chats. D'autres propositions législatives, concernant l'élevage en cage, l'abattage et l'étiquetage, ont été mises en attente juste avant leur publication.

Assez attendu ! Le bien-être animal, maintenant !

Les institutions européennes doivent prendre au sérieux et mettre en œuvre les demandes scientifiques, civiles et parlementaires pour le bien-être animal. Nous ferons enfin du bien-être animal une priorité au niveau européen, nous adopterons des règles plus strictes en matière de conditions d'élevage, de transport et d'abattage, et nous interdirons toute forme de mauvais traitement des animaux.

Nous poursuivons la lutte des citoyen.ne.s contre l'élevage en cage et d'autres pratiques cruelles comme le gavage, nous continuons à militer pour une durée maximale de transport de huit heures, et nous soutenons pleinement l'initiative citoyenne européenne pour une Europe sans fourrure.

Nous nous engageons à améliorer l'application de la législation existante en matière de protection des animaux. Cela implique des contrôles renforcés et plus efficaces ainsi que des sanctions conséquentes et sévères en cas de non-respect des normes.

La politique alimentaire commune que nous proposons réorientera les fonds actuellement utilisés pour soutenir l'élevage industriel non durable vers l'amélioration des systèmes d'élevage dans l'intérêt du bien-être animal. Les structures d'abattage mobiles et le transport de viande plutôt que d'animaux vivants seront également encouragés.

Promouvoir de manière ciblée l'abandon de l'expérimentation animale

Depuis 2010, l'objectif au niveau législatif européen est d'abolir complètement les tests sur les animaux, à long terme. En théorie, les tests sur les animaux sont déjà interdits pour les produits cosmétiques. Nous exigeons une mise en œuvre stricte de cette interdiction et nous nous engageons pour l'extension de cette interdiction à d'autres secteurs économiques.

Grâce au succès d'une initiative citoyenne européenne et à la pression du Parlement européen, il existe désormais une feuille de route européenne pour l'abandon progressif de l'expérimentation animale pour les produits chimiques. Nous continuons à mettre en œuvre une stratégie d'abandon complète qui englobe tous les domaines dans lesquels des tests sur animaux sont actuellement encore réalisés et qui comprend des mesures et des étapes concrètes vers un abandon complet.

Dans la recherche médicale, les expériences sur les animaux doivent être obligatoirement remplacées par des alternatives là où elles existent déjà, et le concept des 3R (Replace, Reduce, Refine) doit être appliqué de manière conséquente. Une stratégie européenne lucide et efficace d'abandon de l'expérimentation animale implique également un renforcement de la promotion et de la coopération dans le domaine des alternatives à l'expérimentation animale.

Protéger ensemble la faune sauvage

Le nombre d'animaux sauvages en Europe et au-delà de nos frontières diminue. De nombreuses espèces sont menacées, car leurs habitats se rétrécissent tout en étant pollués par des produits chimiques et du microplastique. Nous voulons protéger les animaux sauvages en protégeant mieux leurs habitats et leurs zones de migration. Les animaux ne connaissent pas de frontières, c'est pourquoi nous devons également penser de manière transfrontalière pour la conservation et la restauration de leurs habitats naturels. Nous allons mettre en œuvre plus de moyens pour les initiatives et la coopération européennes en matière de suivi et de protection des espèces animales menacées, comme les corridors transfrontaliers pour la faune. Nous continuons à nous engager contre les espèces invasives et non résidents qui menacent nos écosystèmes.

Le retour du lynx et du loup dans les paysages de l'Europe a suscité beaucoup d'agitation au sein de la Commission Von der Leyen et quelques annonces émotionnelles qui ne sont pourtant pas fondées scientifiquement. La science montre au contraire combien les loups sont importants pour le maintien d'un équilibre naturel et la prévention des zoonoses. Nous continuons à défendre le statut de protection particulier et justifié de ces espèces. Afin de permettre une cohabitation

pacifique et d'éviter les conflits avec l'élevage, nous nous engageons à promouvoir des programmes de gestion et de cohabitation avec le loup et d'autres prédateurs.

Nous nous engageons à ce que l'UE s'implique davantage dans la protection de la faune sauvage au niveau mondial. Cela inclut la lutte contre le commerce illégal d'animaux sauvages et l'interdiction d'importer des trophées de chasse dans l'Union européenne. Nous allons mettre en œuvre l'introduction d'une liste positive pour les animaux domestiques afin d'endiguer efficacement le commerce d'animaux sauvages. Nous allons mettre en œuvre la fin de l'utilisation d'animaux sauvages dans le secteur du divertissement, tel que dans les cirques ou les delphinariums.

C. Une Europe des droits humains démocratique et inclusive

1. La défense des droits fondamentaux et de l'État de droit

La bonne gouvernance et le respect des principes de l'État de droit sont fondamentaux pour la préservation des droits fondamentaux et le développement continu de la société européenne. Il est important de protéger la société civile et les acteurs politiques démocratiques, en particulier dans les pays à tendance autoritaire.

Ces derniers temps, la démocratie et la liberté d'expression ont été de plus en plus mises à mal dans certains pays européens, et ceci par leurs propres gouvernements. En tant que parti vert, nous sommes particulièrement déçus par l'évolution politique et sociale de la Hongrie ces dernières années, qui représente un recul des valeurs démocratiques et des droits fondamentaux. En même temps, nous soutenons les récents développements en Pologne, qui semblait initialement suivre un chemin similaire, mais qui, grâce à la force de la démocratie, a réussi à s'engager sur une voie nouvelle et pleine d'espoir. Le gouvernement slovaque semble quant à lui suivre l'exemple hongrois pour ce qui est des dérives autoritaires.

L'Union européenne, gardienne de la démocratie

Nous demandons aux partis européens de défendre et de préserver davantage les valeurs européennes et les droits humains qu'ils ont proclamés, et d'exiger cet engagement de leurs partis membres dans leurs pays respectifs. Il est indispensable que l'Europe agisse avec détermination lorsque des gouvernements autoritaires tentent de démanteler l'État de droit au sein de leur territoire. La Commission européenne, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour

européenne de justice ont déjà obtenu des succès importants dans de tels cas, mais face à de nouveaux défis, des mesures supplémentaires et des instruments permanents sont nécessaires.

Ainsi, nous allons mettre en œuvre l'introduction d'un organe indépendant composé d'expert.e.s en droit constitutionnel qui contrôlerait régulièrement tous les pays membres quant au respect des valeurs fondamentales de la démocratie et de l'État de droit. Si les gouvernements nationaux violent les principes de l'État de droit, les subventions européennes ne devraient plus être versées directement qu'aux communes et autres bénéficiaires de subventions, jusqu'à ce que toutes les valeurs démocratiques fondamentales soient à nouveau respectées. Nous refusons que des fonds européens atterrissent dans les mains d'autocrates et de leurs alliés, car ils doivent servir le bien commun, la démocratie et l'État de droit.

C'est justement parce que de nombreuses voix s'élèvent actuellement pour mettre en garde contre un virage substantiel à droite lors des élections européennes que nous voulons dire clairement ce que nous défendons: une société tolérante, ouverte et colorée. Les grands pas vers la libéralisation des normes sociales qui ont été réalisés au cours des dernières décennies par les mouvements sociaux, par exemple l'égalité des sexes, le droit à l'avortement, le droit de vivre librement sa sexualité, etc. font pour nous partie du modèle européen et ne sont donc pas à remettre en question. De même, nous affirmons clairement qu'il n'y aura pas d'alliance ou de pacte avec les deux blocs d'extrême droite (le Groupe des Conservateurs et Réformistes européens et le Groupe Identité et Démocratie) au sein du Parlement.

Le droit à l'activisme pacifique

L'engagement pacifique en faveur d'une société civile plurielle et de la résolution civile des conflits doit être activement encouragé au sein de l'UE. Nous nous engageons pour la démocratie et les droits humains et renforçons les médias indépendants, les mouvements pro-démocratiques non violents, les organisations non gouvernementales (ONG) et les défenseur.e.s des droits humains dans l'espace analogique et numérique.

Nous voulons développer les possibilités de soutien existantes et stabiliser financièrement les instruments de protection et les institutions correspondantes, par exemple les rapporteuses spéciales, rapporteurs spéciaux et le Fonds européen pour la démocratie, les mettre en place à long terme et les rendre plus accessibles. Cela doit également permettre de créer et de renforcer les espaces d'échange et de mise en réseau des organisations de la société civile, des mouvements pro-démocratie, des médias indépendants et des activistes individuels.

Les défenseur.e.s des droits humains prennent de gros risques. Ils ont besoin de notre protection, de notre solidarité et de notre soutien actif. Nous voulons mettre en œuvre de manière conséquente les lignes directrices de l'UE sur la protection des défenseur.e.s des droits humains. Une

perspective de genre intersectionnelle est importante, car les femmes et les groupes marginalisés, tels que les défenseur.e.s des droits indigènes, et des activistes de la communauté LGBTQIA+ sont souvent exposés à un risque de violence plus élevé. Nous voulons offrir une protection aux défenseur.e.s des droits humains menacés et à leurs familles dans l'UE en accélérant et en simplifiant l'octroi de visas.

Nous nous engageons à ce que les représentations de l'UE à l'étranger s'engagent en faveur des défenseur.e.s des droits humains. Il s'agit par exemple d'observer les procédures judiciaires des prisonnières et prisonniers politiques, de créer une visibilité internationale, de fournir une aide d'urgence ou d'organiser des échanges réguliers/des réunions périodiques. Cela vaut également pour celles et ceux qui défendent le droit à l'objection de conscience. Dans le cadre du soutien aux défenseur.e.s des droits humains, nous nous engageons à renforcer la formation des représentations de l'UE à l'étranger dans le domaine de la promotion de la démocratie et de la protection des droits humains sensibles aux conflits.

Sur le modèle du programme canadien de réinstallation, nous nous engageons pour un programme européen de protection des défenseur.e.s des droits humains qui leur permette d'obtenir une protection rapide et non bureaucratique et de poursuivre leur travail dans un environnement sûr.

Les attaques contre les défenseur.e.s des droits humains se produisent de plus en plus souvent dans l'espace numérique. Pour les protéger, nous soutenons des moyens de communication sécurisés et cryptés ainsi que le droit à l'utilisation anonyme d'Internet et nous nous engageons contre la poursuite de la fragmentation d'Internet et contre les coupures d'Internet.

Les journalistes d'investigation et les whistleblowers ont également besoin d'une protection particulière. Ils mettent en lumière les crimes et les dysfonctionnements sociaux. Leur protection est une composante essentielle de la liberté de la presse et de l'État de droit, qui doit être défendue d'urgence à l'intérieur comme à l'extérieur.

2. Une société européenne inclusive

Le glissement politique vers la droite dans de nombreux pays européens menace les progrès que l'Europe a réalisés ces dernières décennies en matière d'ouverture, de tolérance, d'égalité et d'inclusion. Nous sommes plus que jamais en faveur d'une Europe sociale et ouverte, dans laquelle personne n'est discriminé.

Nous nous engageons pour l'égalité des droits pour tou.te.s. C'est pourquoi nous souhaitons que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne soit directement applicable et que les droits fondamentaux deviennent une compétence directe de l'Union. Ainsi, les citoyen.ne.s européen.ne.s

dont les droits sont violés au niveau national pourraient directement s'adresser à la Cour de justice européenne. Ceci comblerait la lacune due au manque de mise en œuvre de nombreuses décisions de la Cour européenne des droits de l'homme dans les États membres de l'UE et alors que l'Union n'a toujours pas complété son adhésion à la Convention européenne des droits de l'homme, pourtant prévue dans le Traité de Lisbonne. Une Union de l'égalité des droits a également besoin d'une loi anti-discrimination forte, qui s'applique à tous les domaines de la société.

Pour une société de la diversité

Les droits humains sont valables pour tous les êtres humains. Ils sont la condition préalable à une vie en liberté et doivent s'appliquer indépendamment de l'origine d'une personne, de la couleur de sa peau ou de ses croyances. Une Europe unie dans sa diversité et qui protège les droits de chacun et chacune est source de progrès démocratique, de participation citoyenne et de liberté pour tou.te.s. Pour tenir cette promesse, l'Union doit mettre en place des normes juridiques cohérentes contre toute forme de racisme et de discrimination, quel qu'en soit le fondement.

L'islamophobie, l'antisémitisme et l'antitsiganisme, les LGBTQIA+phobies et d'autres formes de haine sont en hausse à travers l'Europe. Les partis d'extrême droite gagnent en influence grâce à leurs tactiques de diffusion de demi-vérités et de désignation de minorités comme boucs émissaires. Cette contre-réaction conservatrice travaille stratégiquement à faire reculer les droits et les libertés. Ces dernières années, même des partisan.e.s convaincus du projet européen et des conservateurs modérés se gênent de moins en moins d'ouvrir la porte et d'allier à des forces non démocratiques qui menacent l'État de droit en Europe. Nous continuerons à nous opposer fermement à ce type de banalisation de la pensée d'extrême-droite.

Une Europe féministe

Nous luttons pour l'extension de la liberté de reproduction. La santé et les droits sexuels et reproductifs, y compris le droit à l'avortement sans risque, sont des droits fondamentaux qui sont actuellement menacés dans plusieurs États membres. Pour nous, ils doivent être inscrits dans les traités de l'Union ainsi que dans la Charte des droits fondamentaux. Une interruption de grossesse sûre et légalement encadrée doit être disponible dans tous les États membres. Nous nous opposons à la dangereuse régression des droits reproductifs dans le monde entier. Personne ne devrait être criminalisé pour avoir eu recours à des services d'avortement. Nous sommes également favorables à la mise à disposition de moyens de contraception gratuits et de qualité pour tou.te.s.

Tous les êtres humains ont le droit de vivre sans violence et sans aucune forme d'abus de pouvoir, structurel ou privé. La lutte contre la violence basée sur le genre en ligne et hors ligne doit être renforcée par la législation européenne, ainsi que sur la scène internationale et en particulier dans les enceintes multilatérales comme l'ONU, le Conseil de l'Europe ou l'OSCE. Parmi les pratiques à combattre figurent malheureusement encore en 2024 le mariage forcé et les mutilations génitales.

Nous voulons renforcer les droits des victimes en matière de soutien spécialisé et d'accès à la justice et à la protection dans toute l'Europe. Tous les États membres de l'Union doivent ratifier la Convention d'Istanbul.

Chaque humain est unique, et la compréhension de la diversité est essentielle pour lutter contre toutes les inégalités et discriminations. Une Europe féministe doit inciter les États membres à assurer l'indépendance financière de toutes les femmes par rapport à des structures patriarcales, notamment en supprimant les inégalités salariales et les systèmes fiscaux qui les désavantagent. Nous allons mettre en œuvre un accès universel aux services de garde d'enfants, ainsi que la révision de la directive sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et de la directive sur la maternité, afin de progresser vers des congés de maternité et de paternité entièrement rémunérés et de même durée.

Egalité pour les personnes LGBTQIA+

Nous nous battons pour un monde dans lequel nous pouvons aimer qui nous voulons et décider librement de notre propre corps. Malheureusement, après des années de progrès, les attaques contre les droits et la dignité des personnes queer se multiplient à nouveau en Europe. Nous disons non à la haine et oui à l'amour et à l'autodétermination.

Les familles arc-en-ciel et leurs droits doivent être protégés dans toute l'Europe, y compris la pleine reconnaissance des droits parentaux des couples de même sexe. Nous voulons prendre des mesures fermes contre les développements politiques condamnables dans des États membres comme l'Italie, où la parentalité des parents de même sexe a été à nouveau refusée a posteriori.

Une nouvelle stratégie d'égalité LGBTQIA+ devrait garantir que les personnes transgenres, intersexes et non-binaires soient également protégées par le cadre juridique de l'Union. Nous défendons la reconnaissance juridique du genre sur la base de l'autodétermination et l'accès aux soins de santé transgenres. L'Union européenne doit s'engager pour une interdiction à l'échelle européenne de ce que l'on appelle les thérapies de conversion, ainsi que du mariage forcé. Il en va de même pour la stérilisation forcée des personnes transgenres et les mutilations génitales des nouveau-nés intersexes.

Une Europe accessible

Une personne sur six en Europe vit avec un handicap d'une sorte ou d'une autre, et la tendance est à la hausse en raison du vieillissement de la population européenne. Tous les États membres et l'Union européenne elle-même ont signé et ratifié la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CRPD), mais il existe encore trop d'obstacles et de violations courantes des droits des personnes handicapées. La participation des personnes handicapées à la vie politique et publique doit être un aspect central des futures stratégies européennes sur les droits

des personnes handicapées. Nous défendons le droit de vote et d'éligibilité des personnes handicapées aux élections européennes.

De plus, nous allons mettre en œuvre la création d'une nouvelle Agence européenne pour l'accessibilité et nous soutenons l'introduction d'une carte de handicap à l'échelle européenne afin d'assurer la reconnaissance mutuelle du statut de personne handicapée dans les États membres. La carte européenne d'invalidité doit cependant être plus qu'une simple carte pour le tourisme et le transport, elle doit également permettre aux personnes handicapées d'étudier, de travailler ou de commencer une nouvelle vie dans l'État membre de leur choix. En ce sens, la carte européenne d'invalidité doit inclure une reconnaissance temporaire du statut de personne handicapée lors d'un déménagement dans un autre État membre, y compris le droit à l'assistance.

En outre, nous visons une garantie d'emploi et de compétences pour les personnes handicapées afin de promouvoir leur participation au marché du travail ouvert, ainsi que la disponibilité et l'accessibilité financière des technologies d'assistance au travail. Le prochain budget européen doit soutenir pleinement la vie autonome des personnes handicapées: les institutions fermées pour les personnes handicapées ne doivent plus recevoir de fonds européen, alors que les services permettant une vie indépendante et l'habitat communautaire doivent être davantage soutenus.

Afin que les droits des personnes handicapées soient traités de manière prioritaire et transversale, nous plaçons pour la création d'un nouveau département au sein de la Commission européenne, chargé de l'égalité et des droits fondamentaux. Nous plaçons également pour la création d'une commission pour les droits des personnes handicapées au sein du Parlement européen et d'une structure similaire au sein du Conseil.

3. Rapprocher l'Europe par l'éducation et la culture

Dans un monde qui évolue rapidement et qui est confronté à de multiples défis, il est plus important que jamais que l'Europe agisse comme une communauté forte, unie et tournée vers l'avenir. Cela nécessite des fondations solides dans l'éducation, la culture et les médias, afin de promouvoir une société vivante, démocratique et durable. Ces éléments ne sont pas seulement des composantes essentielles d'une Europe dynamique et inclusive, ils sont également cruciaux pour impliquer les jeunes dans la construction de notre avenir commun et pour renforcer l'identité européenne dans toute sa diversité.

L'éducation, fondement d'une Europe unie

Dans une Europe unie qui promeut une société civile diversifiée et ouverte, une économie vitale et une démocratie qui fonctionne, l'éducation est essentielle. Une politique éducative forte et

engagée, qui soutient les jeunes et les enthousiasme pour l'Europe, est le fondement de cette approche. Nous soulignons ici l'importance de programmes tels que « Aim, Learn, Master, Achieve » (ALMA) ou Erasmus+. Le très populaire programme Erasmus+ devrait être encore élargi et renforcé afin de donner à tou.te.s, indépendamment du revenu de leurs parents, la possibilité de se former et de vivre à l'étranger. Continuer à promouvoir le programme ALMA est essentiel pour permettre aux jeunes européen.ne.s de faire face aux défis et aux opportunités du 21^e siècle (changements technologiques, nouveaux défis) et de contribuer au progrès européen. Nous voulons permettre une année de volontariat européen au début et à la fin de l'activité professionnelle. Ceci afin d'encourager les échanges au sein de l'Europe et de permettre aux personnes de donner quelque chose en retour à la société.

L'accès à l'éducation tout au long de la vie pour tou.te.s les citoyen.ne.s, que ce soit par les études, la formation continue ou la reconversion, est essentiel. Le processus de Bologne doit être développé et régulièrement évalué afin de faciliter le passage des étudiant.e.s entre les universités européennes, de promouvoir la mobilité des étudiant.e.s et d'étendre les programmes existants aux apprentis non-universitaires.

Liberté de mouvement sans frontières avec DiscoverEU

Le programme DiscoverEU, une initiative remarquable de l'Union européenne, qui offre aux jeunes la possibilité de voyager gratuitement en train à travers l'Europe, est un exemple parfait de promotion de la diversité et de l'intégration européennes. En offrant des billets de train gratuits, il permet aux jeunes de découvrir la diversité culturelle de l'Europe, de nouer de nouvelles amitiés et de vivre des expériences uniques. Le programme contribue non seulement à la formation d'une conscience et d'une cohésion européennes, mais il offre également aux jeunes une plateforme leur permettant de développer leur indépendance et leur autonomie en voyageant par leurs propres moyens et en explorant de nouveaux lieux. Il est donc essentiel de continuer à développer le programme DiscoverEU et d'offrir à davantage de jeunes cette occasion unique de profiter pleinement de la liberté de voyager au sein de l'Union et de tisser des liens plus profonds avec le patrimoine européen.

La culture, fondement de nos démocraties

La culture nous unit au sein de l'Europe, à travers les traditions et ses formes d'expression en constant mouvement. Mais la culture est également une expression fondamentale de nos démocraties, elle est souvent d'avant-garde, contestataire, critique et clairvoyante. La liberté des artistes, souvent attaquée par les régimes autoritaires, doit être protégée contre les mouvements antidémocrates. La culture doit bénéficier d'un cadre légal protecteur et d'un fort soutien public. Nous nous engageons à revoir à la hausse le programme « Creative Europe » et à en faciliter l'accès. Dans le cadre, des programmes en vue de promouvoir la durabilité de la création artistique seront mis en avant.

Nous nous engagerons à œuvrer pour une rémunération équitable pour tou.te.s. les artistes à travers l'Europe. Pour les artistes indépendants actifs dans plusieurs pays, nous voulons faciliter le travail au niveau des charges administratives et financières, tant en ce qui concerne le paiement de la sécurité sociale que les impôts.

Notre patrimoine bâti est un élément essentiel de notre culture. Par le biais du patrimoine, nous transmettons notre histoire de manière tangible aux générations futures. Le programme du nouveau Bauhaus européen est un programme important qui doit être soutenu et développé. Nous soutiendrons également les initiatives européennes tendant à conserver et restaurer le patrimoine culturel mondial détruit ou exposé au risque de destruction dans le cadre des conflits mondiaux.

Afin de permettre au plus grand nombre possible de personnes en Europe de participer à l'offre culturelle, nous voulons promouvoir la participation culturelle de personnes socialement défavorisées, diversifier les programmes soutenus et garantir l'égalité des sexes dans le cadre du financement de projets. Nous nous engagerons également en faveur d'un pass culturel européen, permettant à tou.te.s les jeunes européen.ne.s de bénéficier gratuitement d'une offre culturelle européenne et de découvrir ainsi sans obstacle financier la culture de tous les pays européens.

Les médias libres et indépendants, piliers de la société européenne

Les médias libres et indépendants sont un pilier essentiel de la société européenne. La protection des sources journalistiques et la prévention de la concentration des médias sont essentielles à l'indépendance éditoriale et économique des médias. Le journalisme d'investigation nécessite des mesures de protection spécifiques et l'application du droit européen devrait être plus étroitement surveillée afin d'éviter les abus.

Globalement, il est important que l'éducation, la culture et les médias soient au cœur de la politique européenne afin de promouvoir une société européenne diversifiée et démocratique, prête à relever les défis de demain. Une société bien informée, culturellement diversifiée et démocratiquement fondée sera en mesure de relever efficacement les défis de demain.

4. Des réformes institutionnelles pour une meilleure Union

Pour relever les grands défis de notre époque – de la crise climatique à l'extinction des espèces, en passant par les inégalités sociales croissantes et les remises en question de l'État de droit au sein de l'Europe – l'Union européenne doit à la fois s'agrandir, acquérir davantage de compétences et devenir plus efficace dans ses processus décisionnels.

Lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe, qui s'est achevée en 2022, des milliers de citoyen.ne.s européen.ne.s ont clairement exprimé leur soutien à une révision des traités européens. Elles et ils ont demandé un approfondissement de la démocratie européenne, avec plus de pouvoirs pour le Parlement européen, la fin des droits de veto nationaux, un budget européen plus important et des compétences européennes renforcées dans des domaines clés tels que la santé, la politique fiscale et la protection sociale. Nous soutenons ces propositions et nous nous engageons à les mettre en œuvre.

Une Union ouverte à l'élargissement

Notre Union reste une promesse de paix, de justice et de prospérité. Nombreux sont celles et ceux qui, dans le voisinage européen, aspirent à devenir citoyen.ne.s de l'Union et à jouir des droits et des libertés qui y sont associés. Étant donné que l'Union européenne est construite sur des valeurs et des règles communes, elle contribue à ce que les frontières nationales et les rivalités perdent de leur importance au fil du temps. L'élargissement de l'Union est donc la meilleure perspective pour une paix et une sécurité durable en Europe.

À cet égard, l'Union européenne doit tenir ses promesses envers les pays candidats: l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Moldova, le Monténégro, la Macédoine du Nord, la Serbie, la Géorgie et l'Ukraine. Nous soutenons également les efforts du Kosovo pour devenir candidat à l'adhésion à l'UE. Tous les pays qui souhaitent adhérer ou réadhérer à l'Union européenne et qui partagent nos valeurs doivent être accueillis sur le chemin de l'adhésion et recevoir tout le soutien nécessaire pour remplir les critères de Copenhague. L'Union européenne doit coopérer plus étroitement avec la société civile dans ce processus d'adhésion, afin de minimiser les sentiments d'anti-élargissement. L'Union européenne et les gouvernements des États membres doivent mener une large campagne afin d'éclairer les Européens sur les bienfaits d'un élargissement de l'Union européenne, d'un point de vue non seulement économique, mais aussi social et humain, afin que les populations et des pays membres de l'UE puissent accepter un élargissement dans un futur proche.

Nous voulons assurer que le public européen soit informé de manière plus transparente sur l'état d'avancement des processus d'adhésion en cours. De plus, nous soutenons le processus d'adhésion minutieux et approfondi déjà mis en place par l'UE. Néanmoins, si les critères d'adhésion sont remplis, l'adhésion ne doit pas être bloquée pour des raisons injustifiées. Nous nous efforcerons de surmonter l'unanimité au Conseil en la matière, qui rend actuellement difficile l'adhésion de nouveaux membres. L'adhésion de nouveaux membres doit également donner une impulsion décisive à des réformes internes, qui permettront à l'Union de prendre plus facilement des décisions de manière efficiente et efficace.

Extension de la démocratie au cœur de l'Europe

Nous défendons l'idée d'une Europe fédérale, une démocratie supranationale capable d'obtenir des résultats. L'exigence d'unanimité entre les États membres sur des questions allant de la politique fiscale et étrangère aux procédures de protection de la démocratie et de lutte contre les discriminations empêche actuellement l'Union européenne de prendre des décisions importantes pour le bien commun et doit donc être repensée.

En tant que seule institution de l'Union directement élue, le Parlement européen doit enfin obtenir un droit d'initiative pour les propositions législatives et un droit de regard à part entière sur les questions budgétaires. Le Conseil de l'Union européenne devrait fonctionner comme une deuxième chambre pour la législation européenne et non comme un lieu d'accords intergouvernementaux derrière des portes closes.

Le budget actuel de l'Union est insuffisant pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Le budget européen devrait donc être considérablement augmenté, notamment grâce à davantage de ressources propres, telles que les recettes de la taxe sur les plastiques, et le rôle du Parlement européen et de la société civile dans le contrôle des dépenses de l'Union devrait être renforcé. Les compétences de l'Union européenne devraient être élargies afin de garantir qu'elle puisse remplir ses missions, notamment dans le domaine de la santé transfrontalière.

Pour que ces réformes urgentes puissent être entreprises, un mandat démocratique de la part de la population est indispensable. C'est pourquoi un processus à l'échelle européenne devrait avoir lieu sur les éventuelles modifications du traité. Les modifications du traité devraient ensuite être ratifiées par un référendum à l'échelle européenne, selon un système de double majorité: une majorité qualifiée des États membres et une majorité des citoyens européens.

Donner vie à l'Europe avec la participation citoyenne

La participation politique renforce l'Union européenne. Les élections européennes doivent être plus accessibles, y compris pour les personnes en situation de handicap. Afin de simplifier la participation démocratique, nous nous engageons à ce qu'il soit possible de voter en ligne pour les élections européennes à partir de 2029. Outre les listes nationales, des listes transnationales pour le Parlement européen devraient être introduites afin de créer une circonscription électorale supplémentaire à l'échelle européenne et de renforcer le sentiment d'appartenance européenne. De plus, nous pensons que l'Union doit être ouverte à l'idée d'abaisser l'âge du droit de vote. Nous nous engageons pour un droit de vote à partir de 16 ans dans toute l'UE lors des élections européennes.

La démocratie ne se limite pas aux élections, la société civile européenne doit être davantage impliquée dans le processus décisionnel. Afin de rendre la politique européenne plus inclusive et plus vivante, nous souhaitons mettre en place des conseils citoyens permanents, qui donneraient à

intervalles réguliers un feedback sur la politique européenne actuelle et des impulsions pour les projets futurs. Des programmes tels que la Conférence sur l'avenir de l'Europe sont des approches intéressantes qui doivent être mises en pratique plus souvent. Mais pour que la participation citoyenne atteigne son but, il doit y avoir un engagement de la part des décideuses et décideurs à prendre en compte les propositions de la population civile. En outre, il est essentiel d'impliquer davantage les jeunes générations dans la construction de l'Europe. Des dialogues structurés sur les décisions européennes avec les organisations de jeunesse devraient être organisés régulièrement au niveau national et européen.

Les pétitions sont déjà un instrument important de la participation citoyenne, mais elles sont encore trop rarement entendues. Le cadre juridique des pétitions européennes, et notamment de l'initiative citoyenne européenne, doit donc être renforcé. Les initiatives citoyennes européennes réussies, c'est-à-dire celles qui ont recueilli plus d'un million de signatures provenant d'au moins sept États membres, devraient obliger la Commission européenne à présenter effectivement des propositions législatives. En outre, un cadre pour les référendums à l'échelle européenne devrait être introduit.

Plus de transparence dans le processus décisionnel européen

La transparence du processus décisionnel européen est importante pour renforcer la confiance des Européen.ne.s dans l'Union européenne et pour satisfaire à l'obligation de responsabilité démocratique des gouvernements nationaux. Pour la plupart des votes ayant lieu au Parlement européen, il est déjà possible de vérifier précisément comment chaque député.e a voté. Mais le public européen a également le droit de savoir ce que les gouvernements nationaux décident au niveau européen.

Il est actuellement difficile de comprendre comment les décisions sont prises au Conseil et presque impossible de savoir quelle est la position de chaque État membre. Cela doit changer de toute urgence. Nous nous engageons pour une plus grande transparence de la part du Conseil. Pour toutes les décisions des États membres, y compris les différents comités administratifs et d'experts qui décident par exemple des autorisations de substances chimiques, les positions des différents États membres devraient être publiées.

Tolérance zéro pour la corruption !

La confiance des citoyen.ne.s dans la démocratie repose sur l'intégrité politique. La transparence et la responsabilité sont donc essentielles au contrôle démocratique et à la confiance du public. La corruption et l'utilisation abusive de fonds européens menacent l'ensemble du projet européen et doivent être résolument combattues.

Le scandale du Qatargate au sein du Parlement européen a montré que les institutions de l'Union ne sont pas en mesure d'empêcher la corruption et les fautes graves. Les personnes ayant des

tendances criminelles existeront peut-être toujours, mais nous devons les dissuader par des règles claires de transparence et de prévention des conflits d'intérêts, ainsi que par des sanctions sévères en cas de mauvaise conduite.

Les institutions européennes ont besoin d'une autorité indépendante en matière d'éthique, dotée des pouvoirs et des ressources nécessaires pour enquêter et sanctionner les comportements contraires à l'éthique et les abus de pouvoir. Nous allons œuvrer pour l'introduction d'une législation stricte sur les activités de lobbying au niveau européen, y compris un registre obligatoire de transparence pour toutes les institutions. Nous soutenons les organes chargés de la protection des intérêts financiers de l'Union, l'OLAF et le Parquet européen, et demandons davantage de ressources pour la lutte contre la corruption.

D. Une Union pour la paix, la sécurité et la justice mondiale

Nous soutenons l'ambition de l'Union européenne de jouer un rôle de premier plan dans la politique mondiale en œuvrant pour la paix, la stabilité, les droits fondamentaux, la démocratie et un monde plus juste et plus durable. Nous défendons une Union qui s'affirme sur la scène internationale et qui parle d'une voix cohérente. Ce n'est qu'unis que nous pourrons efficacement contribuer à façonner un avenir durable et la paix dans le monde et améliorer sensiblement la vie des gens. Cette Europe offre un contrepoids démocratique face à l'influence de la Chine et de la Russie en particulier.

1. Un commerce international équitable et durable

Le commerce n'est pas une fin en soi. Le principe "les personnes et l'environnement avant le profit" s'applique pour nous également au niveau international. La transition verte et équitable doit aller au-delà des frontières de l'Union européenne. Nous vivons dans un monde de plus en plus mondialisé et sommes donc de plus en plus dépendants les uns des autres. Dans ce sens, nos relations commerciales internationales doivent être équitables et durables afin de garantir un impact positif, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe.

Le système de commerce international a actuellement un impact négatif non seulement sur la crise climatique, mais aussi sur les droits humains dans le monde. Nous croyons en un système

commercial mondial basé sur la justice, qui façonne la mondialisation pour le mieux et qui place l'humain et la nature au centre de ses préoccupations et empêche leur exploitation.

Nous continuerons à nous opposer aux accords de libre-échange qui ne sont pas conformes à nos normes en matière d'environnement et de droits humains, qui ont peu de valeur ajoutée sur le plan économique et qui menacent au contraire les petites et moyennes entreprises européennes, tels que l'accord Mercosur.

Les entreprises actives sur le marché européen doivent respecter le droit du travail, les droits humains et les normes environnementales tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, quel que soit le lieu de production. Nous nous sommes battus avec acharnement pour l'adoption de la directive européenne sur la chaîne d'approvisionnement au cours du dernier mandat et continuerons de plaider en faveur de l'adoption rapide et de la mise en œuvre complète de cette directive.

Un commerce international respectueux de l'environnement

Pour que le commerce international soit plus respectueux de l'environnement, il est important que l'Union européenne ne conclut des accords commerciaux qu'avec des pays qui mettent en œuvre l'accord de Paris et d'autres accords internationaux sur la protection du climat et de la biodiversité.

Les partenariats durables et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) peuvent créer une concurrence équitable en faisant de la décarbonisation et de la protection de l'environnement un effort commun. Pour que le CBAM soit efficace et équitable, ce système doit être complété par une augmentation des dépenses de l'UE en faveur de la lutte contre la crise climatique dans les pays à faible revenu. Nous ferons pression pour améliorer les accords bilatéraux de commerce et d'investissement avec des clauses de durabilité contraignantes et susceptibles d'être sanctionnées. Les objectifs de durabilité doivent être ancrés horizontalement dans tous les chapitres des accords commerciaux, des matières premières et de l'agriculture aux marchés publics.

Lors du dernier mandat, nous avons enfin réussi à introduire une législation européenne sur le devoir de diligence, la déforestation et les chaînes d'approvisionnement sans travail forcé, qui fixe des normes élevées pour les importations en provenance de pays tiers. Nous veillerons à ce que ces règles ambitieuses soient effectivement mises en œuvre.

Nous nous engageons également à réorganiser le système mondial des droits de propriété intellectuelle afin de garantir que les pays économiquement moins forts aient accès aux technologies clés, entre autres dans le domaine de la santé et de la décarbonisation.

Les droits humains ne sont pas négociables

Les études d'impact des futurs accords commerciaux doivent mettre l'accent sur le respect des droits humains. Le principe de précaution doit être pleinement respecté et le respect total des normes de l'Organisation internationale du travail doit être établi comme condition préalable à tout accord. Une plus grande implication parlementaire et une transparence totale lors des négociations d'accords commerciaux doivent garantir la légitimité démocratique et l'implication de la société civile et des syndicats.

Nous insistons pour que des stratégies soient mises en place afin d'intégrer les principes du commerce équitable dans les principales politiques européennes en matière de production, de consommation et de commerce: promouvoir des revenus et des salaires suffisants pour vivre, impliquer les petits agriculteurs, les artisans et les travailleurs dans la prise de décision et soutenir les mesures visant à réduire l'utilisation des pesticides dans les pays tiers. Nous demanderons aux entreprises d'adopter des pratiques d'achat durables et des chaînes d'approvisionnement sans exploitation des travailleuses et travailleurs.

L'intérêt général international prime sur les intérêts privés

Les règles commerciales ne doivent pas entraver la lutte contre la crise climatique ni limiter notre capacité à prendre des mesures sociales et environnementales. Au contraire, le commerce doit faire partie de nos efforts pour limiter les émissions, passer à des technologies plus propres et mettre fin à la dégradation de l'environnement. Le commerce de biens et de services durables devrait être facilité afin qu'ils deviennent moins chers et plus largement disponibles, afin qu'ils soient abordables pour toute personne, à tout moment.

Dans ce contexte, nous nous battons pour mettre fin à la protection des investissements dans les combustibles fossiles et pour créer à la place des incitations aux investissements durables. Nous saluons l'abandon par l'Europe du traité sur la Charte de l'énergie. Tous les futurs accords d'investissement doivent respecter pleinement le droit à la régulation. Nous sommes favorables à l'abolition des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États et à leur remplacement par un système juridique multilatéral.

2. Une politique humaine d'asile et d'immigration

Ces dernières années, la migration et la politique d'asile se sont imposées comme des thèmes centraux de la politique européenne. L'histoire de l'Europe est marquée par des mouvements migratoires intra- et extra-européens qui ont largement contribué à la diversité de la culture et à la richesse du continent. La libre circulation des personnes et l'abolition des frontières sont des

éléments essentiels de l'intégration européenne. Dans ce contexte, nous défendons le respect des droits fondamentaux des demandeuses et demandeurs d'asile et des frontières ouvertes, qui favorisent un sentiment d'appartenance à l'Europe, en particulier chez les jeunes.

Une politique plus humaine en matière d'asile et d'immigration est indispensable. Nous nous engageons pour la protection des personnes qui fuient la guerre, la faim, la persécution et la violence. L'Europe doit être la réponse commune en matière de migration. L'Europe devrait offrir des voies de fuite et des possibilités d'immigration légales et veiller à ce que les demandeuses et demandeurs d'asile soient traités avec dignité, en s'attaquant aux causes de la fuite plutôt qu'aux réfugié.e.s et en mettant fin à la mortalité en Méditerranée. Les réfugié.e.s climatiques, qui fuient leur pays en raison de conditions climatiques insupportables, doivent également avoir droit à l'asile.

Face aux changements démographiques et à la pénurie de main-d'œuvre, l'Europe doit permettre aux personnes sans diplôme élevé d'immigrer. Une législation européenne en matière d'immigration, basée sur le Pacte des Nations unies sur la migration, devrait établir des règles communes pour une immigration sûre et légale des personnes de différents niveaux de qualification et de leurs familles.

Oui aux contrôles aux frontières extérieures, non à une Europe forteresse

Si nous voulons éviter que des personnes ne s'engagent dans des voies de fuite dangereuses, il faut créer des voies de fuite légales par le biais de programmes tels que le programme de réinstallation de l'Agence des Nations Unies pour les réfugié.e.s (UNHCR). Néanmoins, un contrôle efficace des frontières extérieures de l'Union et un enregistrement des personnes arrivant sur le territoire sont nécessaires pour garantir une politique d'asile humaine. Pour une action mieux coordonnée en matière de protection des droits humains, nous considérons que la restructuration de l'autorité européenne en matière d'asile est nécessaire. Ce que nous ne pouvons pas accepter, ce sont des coupes dans les droits fondamentaux des personnes qui se trouvent en fuite et qui cherchent de la protection. Les centres de rétention financés par l'Union aux frontières européennes ne sont pas une solution. Détenir des personnes pendant des mois dans des conditions inhumaines à la frontière extérieure ne correspond pas à notre conception d'une politique d'asile humaine.

Nous constatons avec regret que les États membres de l'Union européenne n'arrivent pas à convenir d'une solution commune à la migration, qui est basée sur une vraie solidarité et non d'une compensation financière. Nous encourageons vivement la poursuite des discussions sur les quotas européens d'accueil. Si les États membres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une répartition commune et équitable des personnes en fuite au sein de l'Union, nous estimons que les États qui le souhaitent doivent prendre les devants. Pour les aider, nous nous engageons de mettre en place un fonds d'intégration communal par lequel les communes et régions qui accueillent des

personnes en fuite pourront être subventionnées, ceci afin de permettre aux personnes concernées de refaire leur vie d'une façon digne.

L'Union doit s'attaquer aux causes de la fuite, et non aux personnes en détresse qui fuient. En effet, outre les conflits, les violations des droits humains, la pauvreté et la faim, les conséquences de la crise climatique sont également de plus en plus souvent à l'origine des migrations. Le réchauffement de la planète, provoqué par les émissions massives de gaz à effet de serre des nations industrialisées, aura dans les années à venir des effets dévastateurs sur le Sud mondial et en particulier sur les pays en développement.

Un accueil digne et des camps de réfugié.e.s respectant les droits humains

Nous sommes d'avis que malgré les efforts considérables entrepris par l'Union européenne. Des démarches supplémentaires doivent être entamées pour améliorer l'accueil, les conditions de vie des migrant.e.s et la situation au niveau européen. Nombreux sont les migrant.e.s à fuir leur pays d'origine dans un contexte de guerre, de famine, de persécution ou de violence. Dépendamment des raisons de leur fuite, un nombre considérable de migrant.e.s souffre de stress post-traumatique survenu à la suite d'événements traumatisants. Nous devons renforcer les suivis psychologiques et sociaux pour les migrant.e.s qui le souhaitent et ceux également dans les camps de réfugié.e.s, en mettant à disposition des subventions dédiées aux services psychologiques prestés par des ONGs. En outre, les efforts pour lutter contre la surpopulation et la détérioration des camps de réfugié.e.s dans certaines régions doivent rester une priorité absolue pour l'UE. L'Union européenne doit renforcer ses efforts et s'engager davantage dans la collaboration avec des ONGs et des gouvernements locaux pour améliorer les conditions de vie des réfugié.e.s en réaffirmant les droits et obligations des ONGs engagées dans l'aide aux réfugié.e.s, ainsi qu'en promouvant l'importance des programmes socio-éducatifs. Notamment, afin d'assurer des conditions de vie respectant la dignité humaine, conformément à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits humains, et dans le but d'améliorer les conditions de vie déplorables des migrant.e.s dans ces camps, l'UE doit créer un organisme de contrôle indépendant. Cet organisme ne devrait cependant pas empiéter sur le travail d'inspection des ONGs déjà en place, mais plutôt se rendre dans les camps de réfugié.e.s ainsi que dans les camps de détention pour vérifier si les conditions y sont conformes aux droits humains. De plus, la transparence des conditions sanitaires et des conditions de vie dans les centres de détention soutenues par l'UE doit être renforcée.

Utiliser le potentiel de la migration de manière positive

En tant que Luxembourgeois.es, nous comprenons que les migrations peuvent aussi être une grande chance pour la diversité et la prospérité. Les migrant.e.s doivent avoir ici la chance de se construire une bonne vie en toute liberté, sans être abandonné.e.s dans un « no man's land » bureaucratique.

Un nouveau code de migration devrait prévoir des visas de regroupement familial et des visas de travail pour différents niveaux de qualification et permettre aux migrant.e.s de changer de statut à un moment donné. De plus, dans notre petit Luxembourg, nous savons que l'accès à l'éducation, à la promotion de la langue et aux opportunités d'emploi est crucial pour l'intégration des nouveaux arrivant.e.s.

Afin d'empêcher l'exploitation des travailleuses et travailleurs migrant.e.s, l'accès à la justice doit être garanti dans tous les pays de l'Union et une vaste campagne de régularisation des « sans-papiers » de longue durée doit être menée dans les pays de l'Union. Car la lutte contre les emplois précaires, dont souffrent souvent les migrant.e.s, est également importante. Outre l'application conséquente des directives européennes, il est nécessaire de mettre en place des services de plainte pour les lanceuses et lanceurs d'alerte et les victimes d'exploitation.

3. L'Europe et ses responsabilités dans le monde

Nous soutenons l'ambition de l'Union européenne d'œuvrer dans les pays voisins et dans le monde pour une communauté internationale plus juste, plus durable et plus démocratique.

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine l'a montré: la paix, la liberté, la sécurité et le respect des droits fondamentaux ne vont pas de soi. Ils doivent être défendus et renforcés en permanence. Les tensions internationales augmentent non seulement au sujet de l'Ukraine, mais également dans d'autres régions du monde. La Chine agit de manière de plus en plus autoritaire et remet en question l'ordre international basé sur des règles communes. Nos relations avec les États-Unis sont au mieux volatiles et particulièrement tendues dans le domaine économique. En Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, les États et les sociétés réclament une participation égale à la table des négociations internationales et exigent réparation pour les dommages économiques et environnementaux causés par l'Occident. Cependant, ils sont souvent encore confrontés à des tensions internes et à la résurgence de régimes autoritaires. Une paix durable au Moyen-Orient reste une question centrale de notre politique étrangère.

Concevoir une politique extérieure de l'UE féministe et respectueuse du climat

Les changements dans la structure du pouvoir mondial posent des défis à l'Union. Outre les effets de la pandémie, de l'inflation, de la dette publique et de la crise climatique, il apparaît à nouveau clairement que pour protéger la paix en Europe et rendre l'Europe plus sûre, nous devons unir nos forces. Ce n'est qu'ensemble que nous pourrons faire la différence sur la scène mondiale. La Communauté européenne, suivie par l'Union, a prouvé à maintes reprises qu'elle pouvait s'engager au niveau international pour la paix, la sécurité et l'État de droit.

L'Union a montré par son propre exemple que la paix peut s'apprendre, se stabiliser et se construire pour le bien de tou.te.s. C'est une lueur d'espoir en ces temps difficiles: Une Union européenne sûre d'elle sur la scène mondiale, parlant d'une seule voix, peut s'affirmer contre la guerre et les conflits, défendre nos intérêts et nos valeurs, repousser l'ingérence extérieure et améliorer sensiblement la vie des gens. Cette Europe offre des perspectives de développement politique et économique au-delà de nos frontières et constitue ainsi un contrepoids face à l'influence de pays comme la Chine et la Russie.

Une politique étrangère féministe reste essentielle pour nous. Les sociétés sont beaucoup plus pacifiques, prospères et sûres lorsque tous les individus ont la possibilité de participer à la vie politique, sociale et économique. Nous maintenons donc notre demande de parité dans les instances internationales, les délégations de négociation et une plus grande représentation des femmes dans la politique européenne.

L'Union européenne doit jouer un rôle exemplaire, non seulement en matière de politique de sécurité et de paix, mais aussi dans la lutte contre la crise climatique et pour la justice mondiale. La diplomatie climatique et la promotion des technologies vertes sont essentielles pour un avenir durable commun. Nous nous engageons à ce que l'Union renforce sa sécurité géopolitique et économique grâce aux énergies renouvelables et puisse ainsi agir comme une force unie sur la scène internationale, sans devoir ignorer ses valeurs et ses principes en raison de ses dépendances énergétiques et économiques.

Une communauté européenne de valeurs et de paix, au-delà de nos frontières

Nous voyons aujourd'hui la paix internationale menacée par des conflits au Proche-Orient, dans le Caucase, au Sahel et sur le continent européen.

L'invasion russe de l'Ukraine, en particulier, marque un tournant historique pour l'Europe. Cette invasion nie le droit international et menace la sécurité internationale. Elle souligne la nécessité d'une solidarité ferme avec l'Ukraine et d'un soutien à sa lutte pour la liberté et à son adhésion à l'Union européenne, si les critères d'adhésion sont remplis.

Nous nous engageons pour un avenir pacifique, dans la prospérité et la démocratie, en Europe et en dehors. Une politique de voisinage claire souligne l'importance d'une Union européenne forte, agissant comme une force mondiale pour la paix, la stabilité, les droits fondamentaux et la protection de l'environnement.

Dans le contexte actuel, l'Europe est confrontée à de nombreux défis. L'Union européenne doit s'engager davantage dans le renforcement des droits humains et des normes environnementales dans son voisinage. Les partenariats avec des pays comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, la Géorgie ou la Moldova et l'Ukraine font partie intégrante de cet effort de soutien à la modernisation

et à la démocratisation dans ces pays voisins. Un bon partenariat avec les voisins orientaux de l'UE est un élément important pour la stabilité et la paix dans la région.

Malgré l'agression de la Russie en violation du droit international, les éventuelles avancées démocratiques de la société civile dans des pays comme la Russie ne doivent pas être négligées et méritent notre soutien. Les militants qui luttent pour la démocratie, la transparence et la paix au péril de leur vie doivent pouvoir trouver une protection au sein de l'Union.

De même, l'Europe doit continuer à soutenir les forces démocratiques et pro-européennes dans des pays comme la Turquie. Nous souhaitons que la Turquie puisse faire demi-tour et revenir à la démocratie et à l'État de droit dès que possible, pour que l'on puisse négocier à nouveau sérieusement son adhésion. Aujourd'hui, la Turquie a peu de chances d'adhérer à l'Union européenne. Pourtant, les mouvements pro-européens au sein de la Turquie méritent que l'on s'engage dans un dialogue ouvert et honnête, ainsi que notre soutien.

Dans le conflit israélo-palestinien, nous continuons à œuvrer pour une solution pacifique à deux États afin de garantir la création d'un État palestinien souverain et la sécurité d'Israël. Nous continuerons d'exprimer notre solidarité envers les victimes palestiniennes et israéliennes du conflit et soutenons le traitement des éventuels crimes de guerre par la Cour pénale internationale et d'autres organes indépendants.

4. Ensemble pour plus de sécurité

Les événements récents, notamment l'attaque injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, ont considérablement détérioré la sécurité de l'Europe et marquent un tournant dans l'histoire récente. Cet événement tragique, qui se poursuit encore aujourd'hui, va à l'encontre de tout ce que nous défendons. En effet, la sécurité des personnes est au cœur de notre politique, ce qui implique la défense des principes fondamentaux de la liberté et de la démocratie, du droit international et des droits humains.

Une Europe capable de se défendre

Nous nous engageons pour une plus grande autonomie de l'Union dans le domaine de la sécurité et de la défense, afin de pouvoir gérer les crises futures de manière plus efficace et indépendante. Cela implique de développer des forces d'intervention européennes rapides et de renforcer la coopération entre les États membres en matière d'acquisition et d'utilisation d'équipements militaires. Parallèlement, l'Union européenne doit investir davantage dans la recherche et le développement dans le domaine de la défense. En effet, celle-ci revêt une importance stratégique pour atteindre une plus grande autonomie et indépendance vis-à-vis de pays tiers.

Malgré des dépenses importantes dans le secteur de la défense, les capacités militaires des États membres restent bien en deçà de celles de certains pays tiers. Cet écart souligne l'urgence de donner la priorité à l'innovation et au développement technologique. En effet, cette coopération renforcée, ainsi que la recherche et le développement dans le secteur de la défense, sont essentiels pour garantir l'indépendance de l'Europe et son influence sur la scène internationale.

Il faut également faire avancer la réglementation de l'intelligence artificielle dans le domaine de la défense selon des normes internationales et des normes éthiques. Pour nous, il ne fait aucun doute que les machines ne devront jamais prendre de décisions de vie ou de mort.

Dans notre conception de la politique de défense, le recours à la force militaire doit néanmoins être considéré comme un dernier recours. L'Union européenne devrait renforcer son rôle diplomatique en tant que médiateur dans les conflits et agir dans le monde entier en tant qu'alliée pour la paix par la coopération. Ce faisant, l'Europe protège et renforce également la sécurité et la liberté de ses citoyens et citoyennes.

Une politique de sécurité prévoyante et globale, qui mise sur la prévention et la résolution diplomatique des crises et des conflits, est à notre avis essentielle. Celle-ci contribue à la lutte contre les causes de fuite en favorisant des structures locales consolidées et des institutions étatiques qui fonctionnent, protégeant ainsi les droits fondamentaux.

Plus de coopération pour la sécurité intra-européenne

La sécurité globale englobe tous les domaines qui peuvent avoir un impact direct sur la vie quotidienne d'une société. Il est par exemple extrêmement important que l'Europe se concentre sur le renforcement de la cybersécurité et la lutte contre les campagnes de désinformations ciblées ainsi que les attaques de trolls. Ce sont deux domaines qui font l'objet d'attaques informatiques de plus en plus fréquentes. L'Union européenne doit donc mieux s'équiper face au nombre croissant d'attaques contre les infrastructures critiques et aux tentatives croissantes de diffuser de fausses informations. Pour ce faire, nous demandons que les autorités compétentes soient renforcées et que les infrastructures correspondantes soient améliorées.

La transparence et la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et l'évasion fiscale sont également des préoccupations importantes. Nous plaiderons au niveau européen pour une réglementation ambitieuse et harmonisée sur l'accès aux registres nationaux des bénéficiaires effectifs. Nous sommes par ailleurs favorables à un élargissement des compétences et des ressources du parquet européen.

L'Union n'est pas non plus exempte de criminalité organisée. Elle nuit à nos démocraties, perturbe la cohabitation pacifique et met en danger des vies humaines. Comme le crime organisé est transnational, il ne peut être combattu que par une coopération européenne renforcée. Nous soutenons les mesures qui améliorent l'échange et le flux d'informations entre les services de police et de renseignement européens et qui créent un programme de mobilité d'agents de police à l'échelle européenne. Néanmoins, nous mettons en garde contre la collecte automatique de données personnelles, car nous estimons qu'elle met en danger le droit à la vie privée de tou.te.s les citoyen.ne.s, y compris celles et ceux qui n'ont rien à se reprocher.

De même, nous soutenons la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme, tant que celle-ci se fait dans le respect des droits fondamentaux de tous les êtres humains.

Sécurité et droits fondamentaux

Nous exprimons aux autorités policières de toute l'Europe notre respect pour leur service au nom de la protection de la collectivité. Il est important que les États membres de l'Union mettent à la disposition de leurs autorités des moyens efficaces, proportionnés, transparents et démocratiquement légitimés pour effectuer leur travail. Cela vaut aussi bien dans l'espace numérique que dans l'espace réel.

Les libertés des citoyens et citoyennes doivent être protégées en permanence, car dans l'Union européenne, personne n'est au-dessus des lois, pas même la police et les autres autorités de sécurité. Afin de protéger les droits des minorités qui sont exposées de manière disproportionnée aux violences policières et au profilage, la directive européenne sur l'égalité de traitement devrait être mise à jour afin de couvrir explicitement les violences policières et institutionnelles.

Face aux menaces croissantes qui pèsent sur le droit de manifester dans certains pays de l'Union européenne, nous continuerons à défendre le droit de se réunir et de manifester pacifiquement, conformément au droit international et européen.